



**Contre l'Europe
du fric et de la guerre**

**Nos luttes
n'ont pas de
frontières**

© Joël F. Volson

**Tous au Forum
social européen**

Du 12 au 15 novembre, en région parisienne

Résistance au Moyen-Orient

en bref

Sharon impose l'austérité à la population israélienne

Le gouvernement israélien ne mène pas seulement une politique raciste et barbare contre le peuple palestinien. C'est aussi un gouvernement ultra-libéral qui, pour mener sa politique coloniale, n'a pas d'autre choix que de s'attaquer aux droits des salariés israéliens. Le budget adopté pour l'année 2004 prévoit une réduction drastique de tous les ministères. Plus de 5000 postes d'enseignants et 2000 postes de puéricultrices doivent être supprimés. En même temps, le ministre des finances prévoit de baisser les impôts pour les plus riches et d'augmenter les taxes qui touchent plus durement les pauvres comme celles sur l'essence et le tabac... Cela n'empêche pas le gouvernement de dépenser des milliards pour développer et créer de nouvelles colonies dans les territoires occupés.

Berlusconi se lâche

Le chef d'Etat italien a révélé ses affinités pour l'ancien dictateur fasciste Mussolini, qui paraît-il « n'a tué personne » (les victimes de la dictature ont dû se tromper et mal comprendre que c'était pour leur bien). Quand à la suppression de toutes les libertés démocratiques, et de la répression de toute contestation politique et syndicale, il « se limitait à envoyer ses opposants en vacance »...

Depuis le 29 septembre dernier, la seconde Intifada est entrée dans sa quatrième année. Et depuis ce 1er octobre, cela fait désormais six mois que la population irakienne vit sous la loi des troupes d'occupations états-uniennes et britanniques. Irak et Palestine : deux noms qui sont aujourd'hui synonymes de colonisation, mais aussi de résistance. Deux peuples qui doivent aujourd'hui se battre pour leur survie. Deux peuples écrasés par la loi du plus fort et sacrifiés sur l'autel du capitalisme.

Vous avez dit colonisation ?

Il est souvent dit que la question de l'Irak et celle de la Palestine seraient deux problèmes bien différents. On nous met continuellement en garde : ne confondez pas ! D'une certaine façon, c'est le cas : la Palestine est colonisée depuis 55 ans, l'Irak depuis six mois seulement. Mais leur situation quotidienne est presque identique. Voilà deux peuples qui ne disposent plus d'aucune forme d'indépendance, dont les gouvernements sont dictés par les grandes puissances, qui subissent les pénuries de toute sorte (nourriture, électricité, emploi...). Mais surtout, il s'agit de deux peuples qui doivent subir l'humiliation quotidienne des patrouilles, des contrôles d'identité, des check-points, des restrictions de circulation, des couvre-feu... Deux peuples qui voient tous les jours leurs ressources et leurs richesses pillées alors qu'ils sont en train de sombrer dans la misère. Et qui voient une bande de politiciens véreux se mettre au service de l'occupant : c'était le cas de Mahmoud Abbas et du nouveau gouvernement de l'Autorité palestinienne en Palestine, c'est le cas du « gouvernement provisoire irakien ». Dans les deux cas, la population n'a pas eu son mot à dire : tout a été dicté par les puissances occupantes !

Une résistance héroïque !

Cette situation ne peut qu'alimenter la colère des populations. La presse essaye de nous présenter la résistance comme le fait de barbares islamistes ou de nostalgiques de Saddam Hussein. Après tout, elle est dans son rôle : celui de défendre les intérêts des

puissants. Pourtant, la réalité est tout autre et de plus en plus difficile à cacher. En Irak comme en Palestine, la résistance n'est pas directement organisée et contrôlée par les organisations. Elle est le produit du sort quotidien réservé à la population. Qui pourrait supporter les coupures d'électricité, le chômage, les pénuries de nourriture ou de médicaments sans réagir ? Qui pourrait voir son voisin, sa fille ou son frère mourir dans la misère la plus noire pendant que les armées d'occupation se promènent tranquillement dans les rues ? Qui pourrait voir sa vie entière détruite par une bombe fabriquée dans l'Arkansas et ensuite aller accueillir les soldats de Georges Bush et de Tony Blair en « libérateurs » ?

Contrairement à ce que racontent tous les médias, les résistances irakiennes et palestiniennes sont de véritables résistances populaires. Elles ne sont pas structurées par des « barbares » qui voudraient la destruction de la démocratie, bien au contraire : elles sont une lutte pour la justice et la démocratie. Une lutte pour pouvoir manger à sa faim, avoir un logement et un emploi, pouvoir circuler librement. Et à ce titre, elles méritent tout notre soutien. On voudrait nous contraindre à condamner la violence et les attentats. Mais la première violence, c'est l'occupation et la colonisation. Et dans ce cadre, il n'y a pas à hésiter : ou on soutient les colonisateurs, ou on soutient les colonisés ! En ce qui nous concerne, le choix est fait : nous sommes entièrement du côté de celles et ceux qui luttent pour leur liberté !

Construire un front international contre toutes les occupations coloniales !

Le 27 septembre dernier a été l'occasion de réaffirmer notre soutien à toutes celles et ceux qui luttent contre l'occupation. En Irak et en Palestine, bien sûr, mais pas seulement : en Tchétchénie, en Côte d'Ivoire, en Colombie, au Philippines... Car la logique qui est à l'œuvre aujourd'hui s'étend sur



l'ensemble de la planète. Les grandes puissances ont décidé de se partager à nouveau le monde et de mettre la main sur le maximum de matières premières. Et pour ça, elles sont prêtes à massacrer des populations entières. La France n'est pas en reste : pour protéger ses intérêts, elle a décidé de maintenir ses troupes en Côte d'Ivoire jusqu'en 2005. Histoire que Total et Bolloré puissent continuer à faire le maximum de profits. Il n'y a donc rien à attendre des gouvernements européens. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Seule la mobilisation des peuples pourra mettre un terme à la guerre et à la colonisation. Les résistances en Irak et en Palestine, alliées au mouvement anti-guerre mondial, ont ouvert une brèche. George Bush, Tony Blair et Ariel Sharon sont en très mauvaise posture. Nous ne devons leur laisser aucun répit. Jusqu'à la victoire !



en bref

La solution de Chirac pour l'Irak : envoyer Sarkozy !

Les gouvernements allemand et français cherchent à profiter des difficultés américaines en Irak pour gagner du terrain dans cette région pétrolière stratégique mais sans avoir l'air de soutenir l'occupation américaine. Le chancelier allemand Schröder a dit que l'Allemagne « était disponible pour aider à la formation de la police et de l'armée irakiennes ». Chirac n'a pas hésité : « Il va de soi que si le chancelier confirme cette position, la France prendra la même ». C'est sûr que les Irakiens vont tout de suite sentir la différence : la répression policière à la française, c'est tout de suite un autre style...

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée,

que le racisme augmente... Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- ▷ Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro.....) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- ▷ Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet dans l'Etat espagnol)
- ▷ Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
.....brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
.....carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
.....brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
.....brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom.....Prénom.....
Adresse.....
Code postal.....Ville.....
Téléphone.....e-mail.....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

ONU ou pas ?

L'ONU se veut le garant de la paix, de la justice et du respect des droits de l'homme dans le monde, d'après sa charte fondatrice. L'objectif étant louable intéressons-nous de plus près à ce qu'il en est réellement. L'ONU remplit-elle ce rôle ou n'est elle qu'une couverture ?

Au regard de certains exemples d'interventions de l'ONU, on peut immédiatement remarquer la différence entre la réalité du terrain et la volonté affichée par l'ONU.

L'embargo en Irak, mis en place par l'ONU, a provoqué 1 million de morts parmi la population irakienne. Laisser mourir le peuple irakien par manque de médicaments à cause de l'embargo, c'est à ça que ressemble la mission de paix ou de respect des droits de l'homme dont parle la charte des Nations Unies ?

Le programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU obligeait l'Irak pendant cette période à fournir du pétrole pour pouvoir obtenir de la nourriture. C'est ceci qu'on appelle une aide dite « humanitaire » ?

L'ONU a adopté de nombreuses résolutions à l'encontre d'Israël et de sa politique meurtrière en Palestine. Mais jamais il n'y a eu d'application de ses résolutions et donc d'effets concrets. Ceci est bien la preuve que la mission de garant du respect des droits de l'homme n'existe que sur le papier.

À y regarder de plus près, on se rend compte que l'ONU n'a qu'un prétendu rôle de paix. Par contre, elle permet de légitimer l'impérialisme.

Si l'on prend l'exemple de l'intervention française en Côte-d'Ivoire, on remarque que le mandat de l'ONU permet à la France d'occuper militairement le pays. L'envoi de troupes par notre gouvernement n'a bien sur rien à voir avec la paix, mais sert uniquement à défendre les intérêts économiques des nombreuses entreprises françaises présentes sur place. Le mandat de l'ONU sert ainsi de couverture à l'impérialisme français.

En reprenant l'exemple du programme « pétrole contre nourriture », la réalité de l'ONU apparaît. Pourquoi une organisation prétendant être garante de la paix exigerait-elle du pétrole si ce n'est pour servir les inté-

rêts des pays impérialistes (dépendants du pétrole) ?

L'ONU n'a donc pour rôle que de légitimer les volontés de domination impérialiste.

Comment expliquer que l'ONU n'ait pour rôle que de légitimer l'impérialisme ?

Si l'on s'intéresse au fonctionnement de l'organisation, on peut tout de suite voir que seuls quelques pays pèsent sur les décisions de l'ONU.

L'Assemblée générale (où tous les pays

membres sont représentés) n'a aucun pouvoir décisionnel et ne fait qu'émettre des recommandations. Seul le conseil de sécurité de l'ONU, composé de 15 membres (10 membres élus et 5 permanents), a le pouvoir de décision. Au sein de ce conseil, les cinq permanents (Etats-Unis, France, Russie, Angleterre, Chine) ont un droit de veto, ce qui signifie que ces 5 membres permanents ont un poids prépondérant dans la prise de décisions de l'organisation.

Il n'est pas étonnant, étant donné que ce sont les puissances impérialistes qui pèsent énormément dans les choix de l'organisa-

tion, que l'ONU ne soit qu'un outil légitimant l'impérialisme.

Aujourd'hui, on entend régulièrement parler de l'ONU qui devrait se charger de la reconstruction de l'Irak sous prétexte que ce serait plus « légitime », c'est notamment la position de pays comme la France ou l'Allemagne. Mais l'ONU n'étant qu'un outil de légitimation de l'impérialisme, quelle serait la différence pour le peuple irakien ?

La position mettant en avant la légitimité de l'ONU n'est défendue que par des pays qui n'ont pas droit à leur part du gâteau

qu'est l'Irak. Nous ne devons donc compter sur personne : ni sur le soi-disant « camp de la paix » (France, Allemagne) ni sur l'ONU.

Face à l'impérialisme, nous devons soutenir inconditionnellement les peuples opprimés et nous ne devons compter que sur nous-même. Seul le soutien aux peuples opprimés par des mobilisations de masse peut faire changer les choses, et pour réussir des mobilisations de masse le meilleur moyen est de s'organiser collectivement.

Pacontan, [Jussieu]

Israël, Palestine, antisémitisme, antisémisme...

Il est de plus en plus difficile de critiquer la politique de l'Etat d'Israël. Plusieurs ouvrages récents (voir en bas) mettent en évidence un phénomène qui n'a fait que s'amplifier depuis le début de la deuxième Intifada : ceux qui affichent leur solidarité avec les Palestiniens ou qui critiquent la politique d'Israël sont montrés du doigt et bien souvent taxés d'antisémitisme. Critiquer Israël, c'est critiquer « l'Etat des Juifs » et donc s'en prendre indirectement aux Juifs du monde entier. Les plus dangereux d'entre tous seraient ceux qui se disent anti-sionistes : ils nieraient le droit à l'existence des Juifs. Des clarifications s'imposent.

Pas besoin de longs discours pour expliquer pourquoi on peut critiquer la politique d'Israël sans pour autant être antisémite : c'est la politique d'un Etat et les exactions d'une armée que nous dénonçons, pas la population israélienne et encore moins les Juifs en tant que Juifs. Si le danger existe d'une assimilation entre Israël et les Juifs, il faut en

premier lieu l'imputer à un certain nombre de « représentants », en général peu représentatifs, des communautés juives d'Europe ou d'Amérique du Nord, qui entretiennent la confusion en appelant « les Juifs » à être solidaires de « leur patrie, Israël », ou en organisant des manifestations de soutien à Israël devant des synagogues, comme ce fut le cas à Strasbourg.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que l'antisémitisme n'existe pas ou qu'on pourrait le légitimer du fait de la politique israélienne ou des discours de ceux qui la soutiennent. Mais il est indispensable de ne pas céder devant un chantage permanent à l'antisémitisme exercé contre ceux qui soutiennent le peuple palestinien. Pour les maîtres chanteurs, il s'agit de justifier le colonialisme d'Israël en disqualifiant à l'avance toute critique à l'encontre de la politique d'oppression des Palestiniens. Il s'agit aussi d'entretenir un sentiment de malaise chez les Juifs, quitte à susciter l'antisémitisme, afin de les encourager à quitter leur pays pour rejoindre Israël et aider à l'achève-

ment du projet sioniste.

Le sionisme est une idéologie politique, et non religieuse, née à la fin du 19ème Siècle, qui visait à régler la situation des Juifs d'Europe (pauvreté, antisémitisme) par l'immigration en Palestine, sa colonisation et la création d'un Etat juif. Idée soutenue par la petite et la moyenne bourgeoisie juive qui voyait dans la constitution d'un « Etat-Nation » juif le moyen idéal pour se constituer en bourgeoisie nationale et en tirer les avantages. Le sionisme était critiqué au sein de la communauté juive, entre autres par les marxistes, qui parlaient d'une dérive nationaliste. C'est après le traumatisme de la seconde guerre mondiale que les sionistes auront suffisamment de soutiens pour obtenir gain de cause avec la création de l'Etat d'Israël.

Les contradictions étaient inhérentes au projet sioniste : comment pouvait-on créer un Etat juif dans un lieu où résidaient des centaines de milliers de non-Juifs tout en affirmant agir au nom de l'égalité ? Dans le discours, il s'agissait de dire que la Palestine

était « une terre sans peuple ». Dans les faits, cela se traduisit par l'expulsion de 800 000 Palestiniens. L'Etat d'Israël est né de la négation de l'existence du peuple palestinien. Depuis lors, le projet sioniste a été poursuivi par tous les gouvernements israéliens, qui ont en ligne de mire la réalisation du rêve de David Ben Gourion, « père fondateur » d'Israël : « placer la Palestine et tous ses résidents arabes sous le pouvoir juif ».

Etre antisioniste c'est simplement s'opposer à ce projet politique qui se cache derrière un masque religieux. C'est refuser qu'au nom de la « judéité » d'Israël, les Palestiniens qui y résident (ils sont plus d'un million) soient traités comme des citoyens de seconde zone. C'est refuser que, pour contrôler encore et toujours plus de territoires, l'armée israélienne crée des bantoustans dans lesquels elle enferme les Palestiniens. Et c'est aussi exiger que les réfugiés (plus de 4 millions de personnes) puissent revenir sur leurs terres, même si cela signifie moins de Juifs que de non-Juifs en Israël. Dans la mesure où cet Etat

juif s'est construit en niant l'existence et les droits d'un peuple, il est logique que la satisfaction des droits élémentaires de ce peuple passe par la disparition de l'Etat juif.

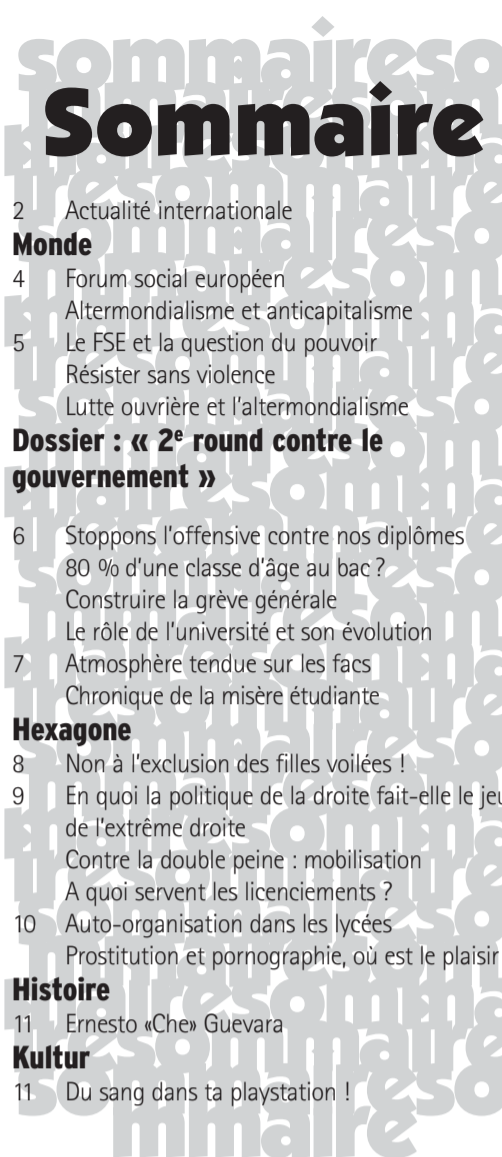
C'est une fois que l'égalité totale des droits entre Juifs et non-Juifs sur l'ensemble de la Palestine historique aura été obtenue que la question de l'autodétermination des Juifs pourra se poser. Ce sera à eux de faire un choix, choix qui sera respecté par l'ensemble de leurs voisins dans la mesure où précisément il se fait dans des conditions d'égalité totale. Etre antisioniste, c'est en définitive exiger que soient remplies les conditions pour l'émancipation de tous les habitants de la région, qu'ils soient juifs ou non.

On est bien loin de l'antisémitisme...

Amélie, [Sorbonne]

• Est-il permis de critiquer Israël ? Pascal Boniface. Ed. Robert Laffont.

• Antisémitisme : l'intolérable chantage. Collectif. Ed. La Découverte.



Les prochains chocs sont devant nous

Début septembre, les médias étaient à l'affût de la moindre manifestation, et du signe d'une nouvelle vague de contestation sociale. Le moindre rassemblement, les assemblées générales de professeurs étaient suivis par les journaux et télé locales. Après les grandes grèves de mai juin, le mouvement des intermittents et le grand rassemblement du Larzac, l'automne avait été annoncé « bouillant » par José Bové...

Cette attitude des médias reflète la légitimité nouvelle qu'ont gagné tous ceux qui se battent pour défendre leurs droits, mais aussi la crainte parmi les classes dominantes du pays de voir se reproduire une crise sociale comme celle du printemps dernier.

S'il n'y a pas eu de mobilisation massive, la résistance est toujours là, s'organise lentement, étape par étape. Sur chaque lycée, dans chaque entreprise, il est indispensable de créer des liens dès maintenant. Il faut discuter des attaques du gouvernement, de la façon dont il cherche à nous diviser, notamment dans l'éducation nationale, en agitant la possibilité de faire une loi qui interdit les insignes religieux dans les établissements scolaires. Il y a une urgence à se préparer aux prochaines batailles si nous voulons pouvoir prendre l'initiative face à ce gouvernement de combat au service du patronat. Quelle revendication permet de se rassembler tous ensemble ? Comment convaincre ceux qui pensent qu'on ne peut rien faire ? Comment contrôler nos luttes jusqu'au bout ? Comment maintenir les liens entre les différentes catégories, lycéens, précaires, salariés du public ou du privé, chômeurs, alors que nous ne nous posons pas forcément les mêmes problèmes ? Ce sont ces questions qu'il faut se poser pour construire un plan de mobilisation des jeunes et des salariés.

Nous ne sommes pas sûr de gagner, mais si nous ne tentons rien nous sommes sûr de perdre ! La logique de la société capitaliste ne produit que des inégalités et des injustices de plus en plus monstrueuses chaque année. Elle fait régner la concurrence entre individus et alimente le racisme, la peur de l'autre, les violences contre les femmes et tous ceux qui sont « différents », comme les homosexuels. Seules les luttes des exploités et des opprimés, précaires, sans papiers... permettent de contrer cette évolution réactionnaire. Depuis un peu, plus d'un an, nous avons mené 3 batailles importantes : en avril 2002 contre Le Pen, contre la guerre en Irak, et contre la politique du gouvernement en Mai juin. Fascisme, guerre, et politiques anti sociales, sont trois aspects de la logique du capitalisme. La concentration des richesses dans les mains d'une minorité de privilégiés alors que la majorité de la population se crève dans des boulots pourris ne peut que provoquer de nouveaux chocs et de nouvelles crises. Les prochaines batailles sont devant nous.



Partout, construire des forums sociaux locaux !

Partout, mobiliser !

en bref

Les élections à l'américaine : un modèle de démocratie !!

Alors que 15 millions d'électeurs californiens devaient voter pour savoir si oui ou non ils voulaient remplacer leur gouverneur démocrate soit par le républicain Arnold Schwarzenegger (oui, oui...c'est bien lui ! !) ou un autre démocrate, des représentants de l'Etat de Californie ont reconnu que le système à cartes perforées engendre de nombreuses erreurs. Conclusion : deux choses : au moment de l'élection de Bush, le même problème s'était posé et la cour suprême avait tranché alors que seulement 537 voix l'opposaient à Al Gore : qui devait finalement être élu ??? On ne le sait toujours pas. Aussi : Schwarzzi a du souci à se faire car le report des élections de l'Etat de Californie ne joue pas en sa faveur vu les oppositions au sein même de son parti. Président des Etats-Unis, c'est pas pour tout de suite... Tu ferais mieux de virer les posters de Reagan de ta chambre et de tourner Terminator 4 !!!

Répression : un Nigérian condamné à mort par lapidation pour « sodomie »

Alors qu'Amina Lawal, condamnée à mort par lapidation pour avoir eu un enfant hors mariage, vient d'être acquittée lors de son second procès en appel, un homme nigérian a été condamné à la peine capitale, toujours par lapidation pour « sodomie ». Il a été reconnu coupable de relations sexuelles avec 3 hommes par un tribunal de l'Etat de Bauchi, dans le nord du pays. Il s'appelle Jibrin Babaji et il a 20 ans.

Depuis 3 ans, chaque année, a lieu le Forum social mondial à Porto Alegre où se retrouvent de nombreuses organisations politiques, des syndicalistes, des associations et des gens venus de partout souhaitant discuter du fait qu'« un autre monde est possible ». Le premier Forum social Européen s'est tenu l'année dernière à Florence : plusieurs dizaines de milliers de personnes s'y sont retrouvées pour participer à des débats et la manif de clôture a regroupé près d'un million de manifestants. C'est à cette occasion que l'appel pour la manifestation mondiale du 15 février contre la guerre en Irak a été lancé. Cette année, le Forum social européen a lieu à Saint Denis, près de Paris du 12 au 15 novembre. Une Assemblée générale sur la place des femmes dans la mondialisation est annoncée en introduction du FSE. Des centaines de débats sont déjà prévus à propos des 5 thèmes du FSE qui sont : Non à la guerre, contre le néolibéralisme, contre la logique

du profit, contre la marchandisation, contre le racisme et l'Europe forteresse.

Un contexte propice à une large mobilisation

Le FSE s'inscrit dans la continuité des luttes du Printemps 2003, de celles des intermittents qui, tout l'été se sont mobilisés contre la casse de leur statut, dans la continuité du Larzac qui a regroupé 250000 personnes, ce qui en plein mois d'août était complètement inattendu. Les jeunes, partout, cherchent des réponses, ont envie de discuter de ce qui s'est passé et de ce qu'on peut faire à notre niveau : il y a une réelle disponibilité : il faut s'engouffrer dans la brèche. Aussi, le gouvernement continue ses attaques sur tous les fronts : la loi sur l'autonomie des universités (dorénavant appelée loi de modernisation universitaire, pour faire mieux...) va bientôt être discutée, les licenciements se multiplient, la sécu va être discutée, la réforme fiscale visant à faire payer les plus pauvres se prépare etc... Face

Altermondialisme et anticapitalisme

Le mouvement alterglobalisation capitaliste est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Depuis Seattle en 1999, le mouvement affirme qu'« un autre monde est possible ». Passé d'« antimondialisation » à « altermondialisation », c'est-à-dire déjà un saut qualitatif : antimondialisation supposait de combattre toute mondialisation, pour un repli protectionniste ou nationaliste sur le mythe du retour à l'Etat-Nation ; altermondialisation signifie désormais « pour une autre mondialisation », qui reste encore et toujours à définir, tout comme cet « autre monde possible ». Le mouvement peine aujourd'hui à franchir le seuil supérieur, à savoir l'anticapitalisme. Une illusion est ainsi volontairement entretenue par les dirigeants d'ATTAC, le Monde Diplomatique, Politis, et bien sûr toute la mouvance pro-PCF et pro-Vers, tant sur les institutions de la bourgeoisie internationale (OMC, Banque Mondiale, FMI, ONU...) que sur l'Union Européenne et son impérialisme (ou l'impérialisme français), mais aussi sur la possibilité d'amélioration du système sans remettre en cause ses fondements.

C'est ainsi que nombre de ces dirigeants, qui souhaitent rattacher le mouvement et ses composantes à la gauche plus-rien, condamnent l'extrême-gauche (en gros, nous !) qui en est partie prenante.

Il faut dire clairement que l'altermondialisme est voué à l'échec et à l'impasse si on se refuse à passer à l'anticapitalisme. Il n'est pas possible de réformer des institutions dont l'existence même est de promouvoir le libéralisme mondial.

Ce n'est pas un hasard si en France le mouvement alterglobalisation capitaliste a du mal à progresser, contrairement à d'autres pays (Italie par exemple). C'est la conséquence du refus des valets de la gauche capitaliste d'accepter que l'autre monde possible suppose la remise en cause de la propriété privée (intellectuelle : pour faire passer les vies menacées par le SIDA avant les profits des firmes pharmaceutiques par exemple ; foncière : pour les paysans sans-terre ; immobilière : pour permettre une vie décente aux exclus du système...). Ainsi, le mouvement en France n'avance pas. Il est même sur le recul théorique, comme l'a prouvé le mot d'ordre central du rassemblement du Larzac : « d'autres mondes sont possibles » ! C'est-à-dire que chacun a son monde possible, les uns avec le commerce équitable, d'autres avec une réforme de l'OMC, mais que surtout il ne faut pas trancher ! Surtout il ne faut pas réfléchir à un monde basé sur les besoins sociaux et non le profit, un monde socialiste !

Cependant, cet aspect est contrasté par la présence au Larzac de nombre des animateurs des luttes sociales du printemps. Bon nombre de personnes se rendent compte que pour changer de monde, il faut changer le monde, c'est-à-dire s'en prendre à ses fondements, tels que la propriété privée, la libre concurrence...

Dans ce contexte, le Forum Social Européen de novembre sera un enjeu important pour contrer ceux qui ne veulent pas de l'anticapitalisme. Notre tâche est de convaincre que l'autre monde possible est démocratique, socialiste et autogéré !

Sofiane, [Castillon-en-Couserans (09)]

à cela une riposte d'ampleur est nécessaire et le FSE peut constituer une étape, un outil dans la construction de la grève générale.

En effet, le FSE n'est pas une fin en soi, il nous faut s'en servir pour construire un 15 février social. Sur les facs, il peut constituer un réel appui, un lieu de convergence, d'échanges entre les étudiants et est à insérer comme une échéance dès les AG de rentrée où il sera question de la loi sur l'autonomie des universités.

Dans de nombreuses villes devraient se tenir des forums sociaux locaux auxquels il est important de prendre une part active à la fois pour y défendre nos idées, mais aussi pour mobiliser autour de nous dans les lycées et les facs parmi nos collègues de boulot. L'idée de ces FSL est de regrouper nous seulement les acteurs de Mai-Juin 2003, mais aussi les différents collectifs, comités, associations etc. pour échanger sur la situation et les possibilités.

Les batailles à mener

Néanmoins, il est clair que le FSE s'institutionnalise de plus en plus, et nous devons le dénoncer. Raffarin file du fric ; Les salles Gaumont et Pathé, propriété de Vivendi, prêtent leurs locaux au FSE. Les réformistes essayent de verrouiller les débats, ne voulant pas aller trop loin. Les dirigeants d'Attac France parlent de constituer une

opposition européenne aux Etats-Unis. Notre objectif, à nous, n'est en aucun cas de nous allier avec notre gouvernement, notre classe dirigeante contre les Etats-Unis. Il est important de mener toutes les batailles possibles pour que nous puissions dire ce que nous avons à dire. Il n'est pas question que nous cédions sur le fait d'appeler l'ONU à la rescousse en Irak, ou de nous en remettre à n'importe quelle institution : nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et nous ne pouvons attendre que qui que ce soit le fasse à notre place.

Une opportunité pour les révolutionnaires

En un mot, il est nécessaire que nous y avancions l'idée qu'il n'est pas possible de réguler ou de rendre plus humain le capitalisme. Que nous précisions de quoi on parle lorsque l'on dit qu'un ou que, comme ça a été le cas au moment du Larzac, « d'autres monde sont possibles ». Il n'en est pas plusieurs. C'est soit un monde au service des capitalistes, de ceux qui possèdent toutes les richesses soit un monde au service des besoins de tous. Et ce monde-là, c'est le socialisme !

Fanny, [Rouen]



Le FSE et la question du pouvoir

La crise politique ouverte par le 21 avril 2002, qui a traduit la sanction terrible de la politique de la gauche plurielle et la montée en puissance de l'extrême gauche à un degré jamais atteint, a eu des répercussions sur la conscience politique et la politisation d'une partie non négligeable de la population.

Depuis ce fait majeur, les guerres impérialistes et les offensives libérales (de la classe dominante) de régression sociale ont permis au mouvement ouvrier et à la jeunesse de redécouvrir la lutte, et de se mobiliser.

Point d'appui de ces mobilisations, le rassemblement du Larzac a été un extraordinaire succès avec près de 250 000 personnes. Ce rassemblement se trouve au carrefour d'un renforcement d'un pôle anticapitaliste. Une conjonction des luttes est en train de s'opérer, encore embryonnaire, mais elle se forme notamment par un mouvement social important de mai juin, et une lutte des intermittents à caractère radical, en marge des directions ouvrières traditionnelles.

Le Larzac a pu opérer cette jonction des luttes d'été, et les différents forums sociaux locaux (nationaux) montrent la nécessité de s'organiser autour d'un projet alternatif de société. Mais la question du pouvoir et de sa conquête est très peu abordée.

Dans sa globalité, le pouvoir a souvent un caractère répulsif pour lequel les révolutionnaires doivent lutter (Les révolutionnaires doivent avancer sur cette question).

Ainsi, au sein du mouvement de mai juin, si la question du pouvoir ne se posait pas clairement, nous pouvions constater une

claire rupture avec la logique réformiste du parti socialiste en corollaire du développement d'une conscience anticapitaliste.

Il nous faut avant tout tenter de clarifier l'analyse des institutions internationales et lutter contre l'illusion de leur caractère réformable. Nous pensons en effet que ces institutions ne sont pas des institutions de régulation mais des institutions qui organisent la dictature du capital.

Cette conscience anti capitaliste se développe mais le pouvoir est rejeté à l'arrière plan. Or cette question est d'autant plus centrale dans ce mouvement altermondialiste que le développement des luttes posent quotidiennement la nécessité pour le mouvement ouvrier de s'organiser dans des cadres démocratiques, dépassant les stratégies de syndicats.

Les révolutionnaires doivent donc poser cette question de manière transversale (dans la logique du programme de transition) à la fois dans les luttes concrètes et chez les altermondialistes. Nous devons promouvoir des cadres d'actions démocratiques et unitaires les plus directs dans une analyse globale de transformation sociale, de rupture démocratique. La prise du pouvoir par les travailleurs, et sa préparation (dans les luttes, etc.) est une condition sine qua non de tout processus révolutionnaire (notamment en cas de confrontation avec la bourgeoisie).

Dans ce cadre, la réussite du prochain FSL est une étape fondamentale pour les révolutionnaires.

Léo, [Orléans]

Résister sans violence ?

Chaque militant(e), quel que soit le courant auquel il (elle) appartient s'interroge sur la manière d'aboutir à ses diverses revendications.

Beaucoup espèrent pouvoir combattre les injustices par la voie des réformes, lutte symptomatique désespérée qui, d'après nous, sous-estime l'adversaire et ses buts réels. Le mouvement altermondialiste fait partie de ceux-là, par exemple.

D'autres veulent s'attaquer au cœur même du système qui conduit aux maux que nous connaissons. Ils pensent que seul un changement radical des manières de gouverner permettra d'aboutir à une société de justice, à une véritable démocratie, les fondements essentiels du capitalisme ne le

permettant pas. On les appelle révolutionnaires.

Or, la première catégorie de militants attaque de manière récurrente la deuxième sur l'utilisation de la violence dans les luttes à mener. « Les révolutions sont toujours violentes », nous dit-on, poursuivant « la violence ne mène à rien, au contraire, elle ne fait que déclencher un cycle infernal de coup-contre-coup ». On perçoit souvent les sous-entendus : « votre rancœur et votre haine sanguinaire des bourgeois mèneront au pire ! »

Bien-sûr, la question de la violence est un thème que chaque révolutionnaire se doit d'interroger en profondeur. Notre analyse se base sur le principe d'une lutte entre deux

classes : il s'agit de renverser un système de domination d'une classe exploitante sur une autre classe exploitée. Ainsi, il est sûr que la classe capitaliste défendra ses intérêts et propriétés par tous les moyens, le jour où elle se sentira menacée. L'affrontement physique direct sera quasi inévitable, car la bourgeoisie nous enverra sans scrupules ses outils de défense : militaires et forces armées. Alors, forcément, cette question de la violence nous nous



Au FSE de Florence, l'an dernier, un million de manifestant contre la guerre.

la posons, c'est même un devoir : les révolutions, les insurrections, c'est un fait, ça fait des morts, ça peut faire même pire et nous le savons.

Si l'on étudie le sens premier du mot, on constate que la violence en soi ne comporte pas de clair volonté de nuire et n'entraîne aucune satisfaction en tant que telle (contrairement à l'agressivité) : elle répond à des enjeux vitaux pour la personne ou le groupe, c'est une réponse ultime à une attaque extérieure extrêmement menaçante. C'est donc la question de la survie qui se trouve au cœur du problème.

Nous pensons que les violences faites aux plus pauvres et aux plus faibles (femmes, enfants, personnes âgées, populations du tiers-monde...) sont pratiquées quotidiennement. Qui est violent ? On peut se poser sérieusement la question ! Combien de morts notre cher système capitaliste fait-il par jour ? Difficile à dire : combien tombent sous le joug des différentes guerres impérialistes, combien de victimes de torture des dictateurs mis en place par les pays occidentaux, combien ne peuvent se soigner pour la sauvegarde des intérêts des grandes entreprises pharmaceutiques, combien d'enfants affamés et exploités par les multinationales ? Et ici, la violence n'est-elle pas permanente ? L'actualité nous montre bien une accélération effrénée des mesures antisociales prises par nos gouvernements : retraites, SECU, oubliez mes braves, ça coûte trop cher de vous rendre la monnaie de votre exploitation ! Licenciement par dizaines, par centaines et par milliers, lois sécuritaires racistes et anti-jeunes : enfermer les opprimés dans la misère n'est-il pas une violence ?

Nous voulons rendre au peuple ce qui lui appartient et ce auquel il a droit : les capitalistes ne nous laisseront pas faire. La violence n'est certainement pas notre objectif et nous chercherons à l'éviter au maximum, mais il est des moments où il faut se défendre ! Il faut se défendre soi-même et défendre ceux qui n'en ont pas les moyens (les services d'ordre des organisations défendent à chaque manif tous les manifestants qui se trouvent dans leur cortège). Plus nous serons nombreux, organisés et soudés entre nous, moins il y aura de violence. Unissons-nous, il y a urgence !

Audrey, [Boulogne]

Lutte Ouvrière et l'altermondialisation Qui sont les altermondialistes ?

Seattle 1999 : une réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce devait avoir lieu, c'est à dire que les grandes puissances allaient se réunir une fois de plus pour décider de ce qui est bon pour nous, bon pour le Tiers-Monde. La réunion a eu lieu mais ce qui fera l'actualité, ce sont les manifestations contre l'OMC. Qui sont tous ces manifestants ? Ce sont des syndicalistes américains de l'AFL-CIO et d'ailleurs, des écolos venus protéger les tortues marines, des paysans d'Europe et du Tiers-Monde, des paysans sans terre, des personnes écueurées par les conditions de travail dans le Tiers-Monde, des milliers de jeunes américains et américaines venus protester contre la destruction de l'environnement, les mauvaises conditions de travail.

Et depuis 1999, toutes les réunions des puissants de la planète sont perturbés par ces gens. En Espagne l'année dernière, la manifestation altermondialiste va converger avec la grève générale des travailleurs espagnols. Au Larzac 2003, à la surprise des

organisateur, ce sont près de 300 000 personnes qui vont se rassembler, syndicalistes de la Confédération Paysanne, militants d'organisations syndicales, d'organisations politiques réformistes ou révolutionnaires, des personnes contre la guerre en Irak, en Palestine, mais aussi des personnels de l'Education qui étaient en grève en mai-juin 2003, des intermittents du spectacle en lutte, des dizaines de milliers de jeunes qui cherchent des réponses aux attaques du capitalisme. Réaction de Lutte Ouvrière ?

Ils ne se battent pas contre le capitalisme, ils sont donc réactionnaires :

La plupart du temps absente de ces mobilisations, ne participant jamais à leur organisation, la grande majorité des textes et analyses de LO tournent autour du même leitmotiv : on identifie les manifestants avec les dirigeants d'organisations : les altermondialistes, c'est José Bové qui veut un contrôle citoyen et défend son roquefort, c'est Attac qui veut une taxe internationale sur les spéculations boursières. En trois lignes voici donc résumé un mouvement

compliqué, qui brasse des milliers de militants et de sympathisants qui se battent à un niveau mondial, qui tentent de relier les combats écologiques et syndicaux, les revendications des travailleurs des pays du Tiers Monde et des pays riches, les combats féministes, les combats contre les guerres impérialistes, etc. Mais tous ces gens ne se battent pas contre le capitalisme, mais contre la mondialisation, oh horreur. Pour LO, être révolté contre les aspects les plus violents du capitalisme est certes sympathique mais au bout du compte, c'est réactionnaire, parce que ce n'est pas la mondialisation qui détruit la planète mais le capitalisme.

« Imaginer qu'une révolution sociale soit concevable [...] sans accès révolutionnaire d'une section de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans un mouvement de masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement non conscientes... se ramène à rejeter la révolution sociale (qui) ne peut être autre chose qu'un accès de lutte de masse de la part de tous les élé-

ments divers des opprimés et des mécontents. Inévitablement [...] ils apporteront dans le mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies révolutionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement ils attaqueront le capital... » (Lénine)

Le rôle d'un parti révolutionnaire n'est-il pas de se plonger dans la lutte corps et âme, en essayant d'y imprimer sa vision politique, en bataillant contre les illusions réformistes voir réactionnaires qui y sont présentes, attirer un maximum de jeunes de toute la planète écueurés par certaines aspects les plus violents de la mondialisation, militer pour la révolution ? Comme disait Lénine à propos du parti révolutionnaire : « Nous sommes le parti du futur, et le futur appartient à la jeunesse. Nous sommes le parti des innovateurs et c'est la jeunesse qui a le plus avidement suivi les innovateurs. » La jeunesse suit-elle Lutte Ouvrière ?

Thomas [Dunkerque]

On pourra lire à ce sujet :

- *Mondialisation, OMC, Seattle, qu'y a-t-il de changé dans le capitalisme, les révolutions et le réformisme de crise*, 25 février 2000, brochure Cercle Léon Trotsky (Lutte Ouvrière)
- *Larzac 2003 : l'altermondialisme, un rêve généreux qui devra passer par la lutte pour le communisme*, 15 août 2003, journal Lutte Ouvrière
- *Le Larzac, nouvelle terre promise*, 15 août 2003, journal Lutte Ouvrière



Les patrons ad Mobilise

en bref

Le droit de grève en question

Une proposition de loi explosive sur le droit de grève vient d'être rendue publique. Dans l'introduction au texte de loi, il est indiqué, entre autre : « le droit de grève doit cesser d'être un moyen de chantage dans lequel les clients et les usagers sont pris en otages. Il ne doit pas paralyser l'économie... » L'article 1 : « la décision de faire usage du droit de grève par les personnels mentionnés dans un précédent article doit faire l'objet d'un vote à bulletin secret des salariés à la majorité. La cessation concertée du travail doit être précédée d'un préavis » ; l'article 2 : « En cas de cessation concertée du travail des personnes mentionnées dans un article précédent, un service minimal obligatoire assure la continuité du service public de telle sorte que le fonctionnement normal du service ne soit pas profondément altéré. » Non mais pis quoi encore ! Ils veulent qu'on fasse comme au Japon ? Qu'on soit en grève en travaillant avec un bandeau sur la tête en chantant des chansons qui soi-disant mettent une pression énorme aux patrons ! On voit les conditions de travail des Japonais : des heures et des heures de boulot, des heures sup non payée etc... L'objectif d'une grève est de bloquer l'économie et de stopper le fonctionnement de la société. Y'a qu'en tapant au porte monnaie que les capitalistes et les gouvernements à leur service peuvent céder. Si on fait grève en travaillant, ça sert à rien : aucune revendication ne pourra aboutir puisqu'il n'y aura pas de pression exercée là ou ça fait mal !!

La réforme de la Sécu

Pour ne pas avoir à mettre du fric dans la Sécu et, au contraire, donner un marché en or aux patrons, le gouvernement est en train de discuter d'un projet de privatisation progressive. L'idée est de découper la Sécu actuelle en trois étages. Le premier, le « service minimum », serait toujours public et comporterait tout ce qui n'est pas rentable pour les assurances : les grandes maladies et les services de base (en gros, la charité qui permet que les gens ne meurent pas d'un rhume...). Le deuxième étage, le « panier de soins », serait pris en charge par les Mutuelles, qui seraient par conséquent mises en concurrence entre elles encore plus qu'aujourd'hui, et seraient obligés d'augmenter leurs prix ou de diminuer leur qualité. Au passage, cela permet au gouvernement d'essayer de soudoyer les syndicats, puisque ce sont eux qui gèrent les Mutuelles et pourraient être tentés pas ce marché. Le troisième étage, pris en charge par les assurances privées, et donc réservé à ceux qui ont du fric, comporterait les remboursements complémentaires. En gros, si tu as du fric, tu auras le droit à la santé. Et sinon, tu ne pourras pas être malade et devras continuer à bosser en attendant que ta maladie passe. Après avoir annoncé qu'il nous réduira petit à petit notre retraite, le gouvernement refuse que les pauvres puissent se soigner. Mobilisation générale !!!

Stoppons l'offensive contre nos diplômés !

Le ministre de l'éducation, Luc Ferry, a bien l'intention de faire adopter la loi de « modernisation universitaire ». Son but est de renforcer l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur, c'est-à-dire que tout un ensemble de décisions concernant l'organisation de la vie universitaire ne seront plus pris au niveau national mais fac par fac. Il s'agit d'une « réforme » de décentralisation de l'enseignement : on nous dit que cela permettra de mieux prendre en compte les besoins locaux de formation. En réalité, cette loi a pour objectif de s'attaquer au droit à la formation.

La fin du droit aux études pour tous ?

Si cette loi est adoptée, le paysage universitaire va être bouleversé : les universités de moins de 15 000 étudiants risquent de disparaître et on regroupera certaines facs. Celles-ci devront se spécialiser, et des filières vont disparaître : pour faire de la philo en Rhône-Alpes par exemple, les étudiants qui pouvaient en faire dans la fac « à côté de chez eux » devront aller jusqu'à

Lyon... Tout le monde ne pourra pas se permettre de se payer les déplacements ou de déménager près de la fac de sa région qui offrira la formation souhaitée !

La loi doit également mettre en place au niveau de chaque région des « pôles d'excellence » : une vieille idée qui va finir par s'appliquer mais qui se traduira certainement par la mise en place progressive de la sélection à l'entrée. Dans certaines universités, cela existe déjà, comme à Nanterre où certains nouveaux diplômés pluridisciplinaires ne sont accessibles pour les étudiants qu'après être passés devant une commission composée de trois professeurs. Celle-ci doit donner un avis sur la « motivation » de l'étudiant. On peut parier que les étudiants qui viennent des quartiers populaires et étrangers seront jugés beaucoup moins « motivés » que les autres...

Cette loi permet une casse du cadre national de l'enseignement en réorganisant l'« offre de formation » selon un seul critère : la rentabilité. Les facs seront donc mises en concurrence et pourront fixer leur droits d'inscription comme bon leur semblera étant donné que le budget sera géré fac par fac : il faudra payer cher le droit aux études...

Construire la grève générale

Le mouvement de mai-juin l'a prouvé, on ne peut gagner la bataille contre le gouvernement seuls. Il faut que l'ensemble des salariés et des jeunes entrent dans la bataille. Il faut des grèves prolongées qui empêchent les patrons de faire des profits et décrédibilisent le gouvernement. Mais, ne rêvons pas, la grève générale ne se décrète pas, il ne suffit pas de claquer des doigts pour qu'elle se éclate. Il y aura forcément une partie des salariés et des jeunes qui démarreront en premiers, et qui attendront que tous les rejoignent dans la

confrontation. Notre objectif est de préparer tout cela.

Concrètement, cela signifie deux choses. Premièrement, autour de nous, dans les lycées, les universités, les entreprises, nous devons nous convaincre de la nécessité de tous nous coordonner, de nous organiser ensemble. Deuxièmement, nous essayons d'anticiper la prochaine étape de la bataille contre le gouvernement.

Les prochaines batailles.

D'après les déclarations du gouvernement, il semble qu'il veuille passer en force sur deux éléments avant décembre, pour ne pas trop s'affaiblir avant les élections de l'an prochain : la réforme de la sécurité sociale et la réforme des universités. Le pire serait d'attendre les annonces précises du gouvernement : ce serait le meilleur moyen de commencer à se mettre en lutte trop tard ! Dès maintenant, dans nos syndicats, dans nos TD, au boulot, il faut vraiment informer sur le contenu de ces attaques, pour qu'au moment venu, tout le monde soit convaincu qu'il faut se battre : qu'il faut faire la grève, s'organiser démocratiquement, aller jusqu'à la victoire.

La machine à fabriquer des précaires

Pour mettre les facs, les filières et les étudiants en concurrence les uns avec les autres, la loi crée un nouvel outil : les Conseils d'Orientations Stratégiques. Il s'agit de gérer les facs comme des entreprises et de faire appel à des spécialistes en la matière pour diriger ces conseils : les patrons ! On se doute bien que le Medef fera tout pour multiplier les formations ultra-professionnalisées comme les licences pro. Ces diplômés sont un désastre, car en incluant massivement des stages très longs, non contrôlés et non rémunérés, ils ne forment qu'à un poste de travail précis plutôt qu'à la maîtrise de tout un domaine, comme l'économie ou l'histoire... Là, le but est de multiplier les diplômés comme la licence Carrefour-Promodès de Toulouse ou comme les licences de conducteur de poids lourds. Si l'entreprise à laquelle prépare le diplôme ferme, ou si on est licencié après avoir passé une telle formation, quelles sont les garanties de trouver du travail ? Si nous laissons cette réforme s'appliquer, les études ne seront plus qu'une préparation à la précarité !

La stratégie du gouvernement et la nôtre

C'est l'ensemble de la politique universitaire du gouvernement qui s'attaque aux études et au service public. On constate notamment la hausse de toutes les dépenses liées aux études : droits d'inscription, transport, tickets de restaurant universitaire, livres... Tout les frais augmentent plus vite que la moyenne des prix et des salaires !

Mais la loi de « modernisation universitaire » ou plutôt d'autonomie des établissements est l'élément central de la politique du gouvernement aujourd'hui : si elle est adoptée, c'est l'ensemble de l'organisation des études qui va changer pour le pire. Et le gouvernement veut l'adopter d'ici juin. Sa stratégie est claire, il veut aller le plus vite possible pour détruire nos droits.

Ne le laissons pas faire : nous avons trois mois pour informer l'ensemble des étudiants, organiser des Assemblées Générales pour que chaque étudiant soit au courant du détail de ce projet. Nous devons tout faire pour mettre le feu aux facs et pour que la grève étudiante ne soit que le premier acte de la grève générale contre ce gouvernement !

Le rôle de l'université et son évolution

(mais toujours au profit des mêmes !)

Au début du siècle et jusque dans les années 1950, le rôle de l'université était de donner aux fils de la bourgeoisie l'éducation nécessaire afin qu'ils puissent diriger l'industrie, l'armée, les colonies, la nation. A l'époque, le mode de financement de l'université donnait le monopole du savoir à la classe dirigeante.

Puis on a assisté à la massification de l'enseignement supérieur. Pourquoi une telle ouverture de l'université ? Il existe deux principales raisons : d'une part, le besoin de main d'oeuvre spécialisée sur le plan technique dans l'industrie et dans un appareil d'état en augmentation. D'autre part, la nécessité de répondre à la demande croissante d'études supérieures que, suite à l'augmentation du niveau de vie, les classes moyennes voyaient comme moyen de promotion sociale. Avec cette introduction massive de travail intellectuel dans la production, un véritable « marché du travail » pour diplômés de l'enseignement supérieur s'est développé. La classe dirigeante a donc décidé de réformer l'université pour l'adapter au mieux à ce marché.

L'objectif des réformes de l'université sont clairs : faire de l'université une usine parfaitement adaptée aux besoins des grandes entreprises et de l'Etat.

Ça consiste à fabriquer des qualifica-

tions intellectuelles de plus en plus spécialisées dont la bourgeoisie a besoin, en s'ajustant aux fluctuations du marché et en laissant de côté toute aspiration individuelle de l'étudiant.

Ces réformes impliquent la rentabilisation systématique des investissements universitaires, c'est à dire, la distribution des dépenses entre les différentes facultés et les différentes disciplines selon les besoins du marché du travail. Par exemple, si dans telle région on a besoin de 10 000 ingénieurs, l'université de cette région se chargera de former ces 10 000 ingénieurs avec les moyens nécessaires plutôt que de « gaspiller » de l'argent à former 5000 historiens, philosophes ou sociologues non rentables. Et cette rentabilisation est irréalisable sans une sélection de plus en plus sévère, tendant à fermer les portes de l'université aux classes populaires et à condamner un nombre énorme d'étudiants à interrompre leurs études ; ni sans une répression croissante tendant à réimposer l'autorité établie qui avait pu être ébranlée lors de révoltes étudiantes.

Au lieu d'adapter l'expansion universitaire aux besoins sociaux, le capitalisme l'adapte à la rentabilisation financière maximale.

Antoine, [Jussieu]

Laure, [Nanterre]

Chètent nos universités... ons-nous !

Atmosphère tendue sur les facs

Une administration de plus en plus méprisante

A Nanterre, comme dans d'autres facs, on fait la même chose chaque année pour occuper notre mois de Septembre : on passe nos journées à tenir les « chaînes d'inscription ». Le principe est simple : il suffit de se poster près des bureaux d'inscription de la fac pour voir affluer des dizaines d'étudiants que l'administration refuse d'inscrire.

Ces refus sont tous accompagnés d'excuses plus bidons les unes que les autres : « ne s'est pas connecté sur Internet » (alors que site de la fac a été cassé tout l'été !), « délais dépassés » (alors que l'administration a décidé de les raccourcir du 20 au 8 Septembre, sans prévenir personne bien sûr...), « manque de place » (alors que cette excuse est illégale), « non sectorisé » (ce qui a pour conséquence d'envoyer des étudiants qui habitent à 10 minutes de Nanterre étudier à plus d'une heure d'ici !), « n'a pas accompli la procédure d'admission préalable » (un règlement raciste qui impose aux étudiants étrangers d'avoir fait des démarches auprès de la fac dès le mois de décembre de l'année précédente : pour ceux qui viennent d'avoir leur bac, il fallait donc avoir fait des démarches 6 mois avant même de l'avoir passé ! ; de plus, personne ne leur a jamais parlé de cette procédure dans leur pays d'origine...), etc...

Au bout de quelques semaines on s'y fait, et on n'est même plus choqué par ces excuses bidons, toujours les mêmes : on embraye direct sur la pénurie budgétaire, sur les moyens de lutte pour obtenir l'inscription contre l'administration, sur l'auto-organisation des sans-facs, ...

Mais voilà qu'il y a quelques jours, vient nous voir une jeune bachelière, voulant s'inscrire à la fac, et se frottant pour la première fois au mépris de l'administration. Pas de chance pour elle, peau basanée et prénom oriental ne sont pas très appréciés du côté de l'administration. Mais s'il n'y avait que cela ...

Il suffit en effet qu'elle nous montre la lettre qu'elle a reçue du rectorat pour que nos consciences sociales prises dans la routine se réveillent et mesurent la quantité incroyable de mépris contenue en seulement quelques lignes.

Cette lettre, signée d'un responsable du rectorat de l'académie de Créteil, dit texto :

« Vous avez exprimé le souhait d'obtenir une inscription en 1^{ère} année de 1^{er} cycle universitaire pour la rentrée 2003-2004 en LETTRES & LANGUES – LEA ANGLAIS/ITALIEN.

En raison de l'effectif très élevé des candidatures dans les universités franciliennes, qui excède leurs capacités d'accueil dans les disciplines que vous avez choisies, il ne m'est pas possible pour le moment de donner une suite favorable à votre demande. »

A part que le manque de place n'est pas un motif valable pour refuser une inscription à la fac, et que la filière demandée est tout sauf bouchée, rien de vraiment inhabituel (ils ne sont pas à un ou deux men-

songes près). Mais c'est là que ça se corse : le Chef de service de la vie étudiante et des formations post-baccalauréat laisse en effet libre cours à son arrogance et à son mépris des classes populaires. Il poursuit en écrivant :

« De plus, je tiens à vous rappeler que la vocation première du baccalauréat professionnel est l'insertion professionnelle immédiate, avec la possibilité de reprise d'études ultérieure tenant compte de la validation des acquis professionnels. Cette formation ne vous a pas préparé à suivre un enseignement universitaire de formation générale et les statistiques connues à ce jour montrent que vous avez des chances très faibles de réussite dans cette voie. »

C'est bizarre comme parfois ils oublient la loi et préfèrent les statistiques... C'est peut-être parce que la loi autorise la jeune fille à s'inscrire, alors que les statistiques (si elles existent vraiment) confortent ce parasite bureaucratique dans son mépris de classe !

Cet exemple parmi tant d'autres nous montre clairement que les jeunes des milieux populaires sont vraiment des cibles privilégiées : lycées pourris, avec des profs inexpérimentés, pas de moyens, classes surchargées, orientation « fortement conseillée » vers des BEP Chaudronnerie, et autres voies de garages... ou vers des bacs pros. Et quand on a le malheur de vouloir aller à l'université, les dominants se privent pas pour nous faire sentir qu'ils nous préféreraient ailleurs. Leur objectif est clair : ils veulent nous transformer en main-d'œuvre bon marché et corvéable pour les patrons, et qu'on les laisse tranquilles pendant qu'ils reproduisent les élites de la société. Parce que ce serait pas drôle si tout le monde avait ses chances...

Voilà pour ceux qui pensaient encore que l'Etat bourgeois (et son enseignement supérieur) n'était pas une arme des patrons, dirigée droit sur nous, les jeunes et les travailleurs.

Contre ceux qui contestent, l'administration n'a qu'une réponse : le flicage !

Conséquence logique de ce qui précède, le nombre des mécontents grandit dans les facs. A force de voir de plus en plus d'étudiants sur le carreau, à force de voir nos diplômes valoir de moins en moins, ..., la colère gronde à chaque rentrée. Et l'administration prend à chaque fois les devants : c'est ainsi qu'en rentrant de vacances, les étudiants ont le plaisir de découvrir que les lieux de vie en commun se font de plus en plus rares (cafétéria démolie, et remplacée par un Hall d'honneur en marbre qui accueille le QG des vigiles), que les caméras ont fait des petits dans tous les coins de la fac, ...

Chaque année, on est donc un peu plus dépossédés de notre lieu d'étude. Et cela au profit des banques, qui installent des distributeurs de billets et des tables d'accueil en plein milieu de la fac, des vigiles, qui se multiplient presque aussi vite que les caméras, des flics, qui patrouillent à vélo dans la fac

tous les jours, ... Ces mêmes flics qui sont intervenus deux fois l'année dernière, à l'intérieur même des bâtiments, pour effectuer des missions de sauvegarde de la paix mondiale : une fois, flash-balls pointés sur les étudiants surpris de les voir traverser leur amphithéâtre, pour arrêter 5 anars qui occupaient une salle en gueulant « Grève Générale » (sans commentaire...); l'autre fois pour déloger, matraque à la main, plusieurs dizaines de sans-facs qui occupaient pacifiquement le bureau du président pour réclamer leur inscription (au passage, les flics ont même embarqué un des syndicalistes qui les soutenaient, en lui passant les menottes, etc...).

Pour inscrire tous les étudiants et virer les flics, un seul objectif : la grève

Face à toutes ces attaques, les étudiants n'ont pas le choix : pour empêcher nos conditions d'études de se dégrader encore, obtenir plus de moyens, obtenir l'abrogation des lois racistes qui touchent les étudiants étrangers, mettre dehors les pouvoirs

de répression qui commencent à se sentir chez eux sur les campus, ..., il n'y a qu'un moyen : un mouvement de grèves massives sur les facs.

Gabriel, [Nanterre]



Chronique de la misère étudiante

Alain est étudiant en Lettres à la Sorbonne. Il a 24 ans. Il est en licence. Il a redoublé sa première année de DEUG, deux fois. « J'ai commencé par étudier l'informatique à la fac, ça me semblait plus rentable, plus facile pour trouver un job après » raconte-t-il, « mais quand j'ai compris que, quel que soit mon diplôme, j'aurai un emploi sous-qualifié quand je débarquerai sur le marché du travail, je me suis dit : quitte à ce que ça ne me serve à rien, autant étudier ce que j'aime ».

Double journée.

Malheureusement, Alain n'a pas énormément de temps à consacrer à ses études car le soir, de 18 h à minuit, il bosse chez McDonalds. Et oui, comme 60 % des étudiants Alain a un job à côté pour lui permettre de survivre. En plus de ses cours à la fac, il a un emploi ultra-précaire, stressant, sous-payé et qui l'oblige à des cadences infernales. « Il m'arrive même de m'endormir en amphithéâtre le lendemain des soirs où je bosse... » dit-il. Sa première année en Lettres, ses horaires de travail empiétaient sur certains TD, et comme il n'a pas pu les rattrapper, il a redoublé. Aujourd'hui à l'Université 40% des étudiants salariés échouent en DEUG, précisément parce qu'il est impossible de réussir correctement ses études en ayant un boulot, même à mi-temps, à côté.

«De plus en plus cher... »

Alain a réussi à obtenir une bourse...

après un an et demi de bataille administrative. Seulement voilà, aujourd'hui à Paris le montant de la bourse ne suffit pas pour vivre décemment. « Tout a augmenté. C'est hallucinant ! Le prix de la carte Imagine'R (ndlr : l'abonnement de métro), le prix du ticket de resto U, le montant des droits d'inscription... Tout ! Et bien sûr tout a augmenté beaucoup plus vite que mon salaire et ma bourse. » Alain veut quand même continuer ses études. Mais ce ne sera pas possible pour Roseline, sa petite amie. Depuis deux ans ils habitent ensemble, dans un deux pièces du 18^e arrondissement. Roseline voulait passer le CAPES d'anglais cette année, mais ça demande beaucoup de travail donc beaucoup de temps. C'est impossible pour elle car depuis le 1^{er} septembre, Roseline bosse aussi, dans une agence d'Intérim. Jusqu'à présent ils réussissaient à s'en sortir financièrement avec leurs bourses, le salaire d'Alain et les aides sociales. Mais le 27 juin, le gouvernement a fait passer un décret qui divise par 2 le montant de l'aide au logement pour tous les salariés de moins de 25 ans, et pour tous les étudiants vivant en couple. Ça fait un trou de 100 euros dans le budget de Roseline et Alain. Ce trou et l'augmentation de tout le coût de la vie pour les étudiants font que Roseline abandonne son rêve de passer le CAPES pour enseigner à son tour. « On s'en sort plus » dit-elle, « j'ose même pas faire un emprunt à la banque, tellement j'ai peur de pas trouver de job plus tard, et de pas pouvoir rembourser. »

Colomba, [St Denis]

en bref

Cela devient une banalité qui s'entend de plus en plus souvent dans les médias. L'extrême gauche (essentiellement Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire) risque de gêner la gauche réformatrice (PS, PCF, Verts) aux élections. De la même façon que le Front National avait dans les années 80 fait perdre la droite dans plusieurs élections. Cela prouve bien que les extrêmes se rejoignent et que le FN, la LCR et LO, c'est la même chose ! ! ! ! ! Sauf que le FN se nourrit de la démoralisation et du désespoir pour proposer des solutions réactionnaires, racistes qui ne remettent pas en cause le système. Il avait ainsi soutenu Raffarin et le MEDEF face aux grèves de Mai-Juin. Il a clairement choisi son camp : celui des patrons contre les salariés. Les révolutionnaires n'ont pas de solution miraculeuse. Le message essentiel que nous défendons : c'est par nos propres mobilisations que nous pourrions changer les choses.

Pour l'égalité des droits, Non à l'exclusion des filles voilées !

Témoignage d'une lycéenne portant le foulard

Alma et Lila sont en passe d'être exclues définitivement du lycée Henri Wallon à Aubervilliers. Leur crime ? Porter le voile islamique et refuser de l'enlever en cours. On nous explique qu'il s'agit de combattre les inégalités hommes-femmes et l'influence des idées religieuses à l'intérieur des écoles. Mais nous pensons que la lutte contre l'oppression des femmes et contre les idéologies religieuses réactionnaires ne peut se construire grâce à des exclusions.

Cette exclusion arrive dans un contexte spécifique : les classes dominantes (le gouvernement, le patronat) essaient de diviser les opprimés pour les affaiblir. Elles essaient de faire porter la responsabilité des problèmes à une partie d'entre eux. Un jour les étrangers, un autre les enseignants, le lendemain les

jeunes, aujourd'hui les jeunes musulmanes.

Depuis le 11 septembre 2001, une offensive idéologique essaie de nous faire accepter l'équation arabe = musulman = intégriste = terroriste. Afin notamment de justifier le tout-sécuritaire, y compris dans les écoles. Plus ça va, plus nos lycées ressemblent à des prisons. Au nom de « l'intégration républicaine », certains parlent même d'y rétablir l'uniforme ! « L'intégration républicaine », c'est surtout une tentative de soumettre les jeunes à l'autorité de l'Etat, et plus tard des patrons.

Nous sommes opposés à toutes les religions, qu'elles soient chrétienne, juive, musulmane. Elles servent souvent à nous faire accepter le monde dans lequel nous vivons et elles font prospérer des idées réactionnaires comme la soumission des femmes aux hommes. Mais ce n'est pas par

des exclusions qu'on les combat. Au contraire, les exclusions ne font que renforcer la division entre les opprimés.

Nous sommes confrontés à une urgence. Ce sont deux jeunes comme nous qu'on va priver du droit à l'éducation parce qu'elles ne correspondent pas au « m o d è l e républicain » !

Nous devons nous mobiliser pour exprimer notre solidarité avec Alma et Lila.

Non aux exclusions ! Pour l'égalité des droits, quelles que soient la nationalité et la religion !

L'exclusion des filles d'Aubervilliers signifie pour moi une violation de la liberté de culte et du droit (voir au devoir jusqu'à un certain point) à l'instruction pour tous. Mais aussi la mise en pratique d'une lecture fautive et discriminatoire du principe de laïcité. Ce principe est l'argument principal avancé par le gouvernement pour interdire le port du foulard islamique à l'école, or cet argument n'est pas recevable. La loi de 1905 garantit la liberté de culte comme l'a confirmé l'avis du Conseil d'Etat qui indique que le port du foulard islamique par des jeunes filles dans des établissements scolaires n'est pas contraire au principe de laïcité dans la mesure où il n'est pas accompagné d'un comportement prosélyte ou propagandiste.

Une loi visant à interdire le foulard à l'école constituerait la mise en application d'une lecture opportuniste du principe de laïcité, servant surtout à masquer les réelles raisons de la volonté d'exclure les jeunes filles voilées. C'est tout simplement l'expression d'une intolérance basée sur des préjugés et une fermeture d'esprit de la part des soi-disant « défenseurs de la laïcité ». Ces mêmes qui omettent de signaler que l'Etat finance des établissements catholiques en Alsace-Lorraine, une région non soumise à la loi de 1905 car sous concordat avec le Pape. La laïcité en France s'appliquerait-elle uniquement à ce qui n'est pas « judéo-chrétien », à plus forte raison aux musulmans. Lorsque le thème de la laïcité, qui implique « une neutralité » sur le plan religieux mais aussi politique est abordé, on ne parle que du foulard et uniquement du foulard comme s'il mettait en péril « l'école de la République ». On comprend bien que

la loi vise directement à limiter la pratique de l'Islam en France. D'ailleurs, pendant que s'engageait un débat passionnel, il y a quelques mois, sur le foulard à l'école, le gouvernement supprimait 25600 postes de professeurs, de MI-SE de personnels ATOSS et que le projet de décentralisation libérale renvoyait des postes clefs de notre système éducatif à être gérés selon des priorités régionales.

Une loi d'exclusion constituerait tout d'abord l'expression d'un rejet de la religion musulmane à peine dissimulée et serait une discrimination à l'égard des musulmans de France. Les jeunes filles voilées seraient privées d'école et par conséquent conduites à ce replier sur elles-mêmes. A tous les défenseurs d'un féminisme étroit croyant libérer ces jeunes filles en les débarrassant de leur foulard, l'on doit faire remarquer que c'est l'effet contraire qui risque de se produire. Les filles voilées se verraient dans l'impossibilité d'acquiescer les mêmes chances que les autres élèves, à savoir la réussite dans leurs études et leur vie professionnelle. Quand bien même certaines de ces jeunes filles auraient été forcées de porter le foulard, comment réussiraient-elles à développer un esprit critique et quel avenir auront-elles en étant privées d'école ?

Légiférer serait donc profondément injuste et discriminatoire par rapport à la pratique de l'Islam en France et les filles voilées seraient les victimes de l'expression de l'intolérance et du mépris dont ferait preuve le gouvernement vis-à-vis de l'Islam. Sur la notion de laïcité en général, je pense qu'il faut la mettre en pratique de façon juste et

égalitaire. A la différence de la « neutralité » exigée par le gouvernement, qui consisterait à interdire tous signes et expressions de convictions, optons pour une neutralité positive qui tolère tous les signes sans discrimination. Accepter ceux qui portent la croix, la kippa, le foulard, la faucille et le marteau, le t-shirt Nike est aussi faire preuve de neutralité.

Trop de soi-disant militants pour la libération de la femme m'ont reproché de porter mon foulard et ont essayé de m'imposer un certain idéal de féminisme. J'ai déjà été renvoyée d'une classe par une enseignante : « Je suis féministe et je ne peux pas supporter d'avoir dans mon cours quelqu'un qui représente la soumission de la femme. »

Sans dialogue ni discussion possible, les jeunes filles voilées sont renvoyées, victimes de stéréotypes de personnes persuadées d'être dans leur bon droit d'imposer leur modèle d'émancipation féminine.

J'espère faire comprendre par mon engagement dans des luttes lycéennes et citoyennes, que l'attachement que je porte à mes convictions religieuses et au port de mon foulard n'est en rien en opposition avec mon épanouissement.

D'ailleurs je tiens à préciser que mon foulard ne m'a pas empêchée d'être élue CVL de mon lycée.

Zohra, [lycéenne de Rennes]



Raffarin ou le nouveau racisme républicain

La récupération par le gouvernement Raffarin de la situation à Aubervilliers n'est pas due au hasard. Depuis plusieurs années, les politiques sécuritaires, racistes, et répressives visent de plus en plus les jeunes de banlieue, les pauvres, les mendiants, les sans papiers. Déjà au 19^{ème} siècle, les « classes laborieuses » étaient considérées comme des « classes dangereuses ». Aujourd'hui, cette politique s'applique en particulier à la jeunesse précaire d'origine immigrée. Le gouvernement de la « gauche plurielle » avait déjà ouvert le terrain avec la Loi sur la Sécurité Quotidienne, adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, s'attaquant aux rassemblements de jeunes dans les halls d'immeubles !

Le gouvernement Raffarin en remet une louche en s'appliquant particulièrement à réhabiliter les valeurs traditionnelles de la « France ». Travail, Famille, Patrie... Raffarin n'a que cela à la bouche ! L'outrage au drapeau français et à la marseillaise peut vous amener au tribunal ! Plus question de siffler la Marseillaise dans les stades ! Des députés UMP ont même présenté une proposition de loi visant à reconnaître le « rôle positif » de la France dans la colonisation.

Le fond de l'affaire est là, il s'agit de considérer que « les valeurs françaises » sont supérieures aux valeurs d'autres cultures. C'est le point de départ du racisme qui hiérarchise l'humanité en différentes catégories qui n'ont pas les mêmes droits.

Cette agitation faite par le gouvernement autour de la question du voile, a évidemment un but électoral pour le gouvernement (en plus de détourner l'attention sur les réformes anti-sociales qui sont mises en œuvres pendant ce temps). Mais reprendre ainsi le discours de l'extrême droite contre les musulmans rend surtout service au Front National ! Le Pen n'a même pas besoin de se bouger pour que les politiciens reprennent ses idées et lui fassent de la pub. C'est pourquoi, se mobiliser aujourd'hui contre une exclusion injuste, c'est aussi combattre la banalisation des idées du Front National.

Agir contre le racisme

Les idées racistes se nourrissent de l'ignorance, de la peur de l'autre de l'avenir. Elles cherchent un bouc émissaire qu'il s'agit de rendre responsable de tous les problèmes de la société (le chômage, les violences...). Mais cela n'a rien d'une fatalité. Ces idées ne se développent surtout du fait de l'absence d'autre perspective. Chacun peut à son niveau, sur son lycée, sa fac, son quartier contribuer à construire la mobilisation la plus large possible contre le racisme.

La première échéance concrète concerne la mobilisation contre l'exclusion des jeunes filles pour le port du voile. Pour cela, il faut :

- s'informer (beaucoup d'informations sont disponibles sur le site anti-raciste « Les mots sont importants », www.lmsi.net, ou en écrivant aux JCR, jcr@jcr-red.org).
- organiser une réunion pour discuter avec d'autres personnes qui veulent agir.
- faire signer une pétition contre l'exclusion.
- diffuser ce tract.

En quoi la politique de la droite fait-elle le jeu de l'extrême droite ?

Depuis le 21 avril dernier, Chirac et l'UMP se découvrent ennemis du fascisme. Nous sommes tous convaincus de leur bonne foi malgré le bruit des matraques et de l'odeur des lacrymos... Outre les dérapages verbaux d'un Chirac ou d'un Gaudin, digne d'un Le Pen lors d'une soirée gégène avec ses amis de l'OAS, ne sommes-nous pas en droit de nous demander si la politique du gouvernement ne favorise pas la diffusion des revendications du FN ? « Quelle question », me direz vous, « mais c'est une évidence ! ». Essayons donc d'analyser succinctement (ben oui les articles sont limités en signes...) en quoi Chirac et C^{ie} font le jeu du FN.

20 ans de politique antisociale, c'est 20 % pour le Front National !

Prenons en compte la situation économique des 20 dernières années. Avec la chute du mur, c'est tout un modèle économique, une alternative au capitalisme qui s'effondre. Dès lors le capitalisme et conforté dans sa place de seul système économique viable. Or l'UMP (et ses prédécesseurs) incarnent le capitalisme, par essence ennemi des travailleurs et des travailleuses. Ce capitalisme même qui est à l'origine de la privatisation d'entreprises, de plans de licenciements massifs, des réformes (passées et à venir) sur les retraites et la sécu, d'une précarisation accrue des emplois, du chômage, d'une réduction des droits des travailleurs-euses, d'aides sociales en diminutions, ... pour ne citer que cela. Force est de constater (comme peut le montrer le mouvement de mai 2003, ainsi que des intermittents-e-s) un ras le bol collectif. Or les premiers à tirer à boulets rouges

(si je puis dire ainsi) sur cette situation sont, la gauche (enfin quand elle se démarque de la politique du gouvernement ce qui n'est pas fréquent), l'extrême gauche et... l'extrême droite. A la différence que nous, nous portons le discours d'une alternative politique et économique. Que raconte quant à elle l'extrême droite ? Elle se contente de critiquer l'incompétence du gouvernement ainsi que « les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tout poils et de toutes nationalités » (Pasqua, 1986). Mais est ce pour cela que le FN propose autre chose ? Non et pour la simple raison que l'extrême droite est en accord avec la politique gouvernementale au niveau économique, même si les rares fois où elle s'exprime sur ce sujet, le véritable problème pour elle sont les étrangers, trop nombreux et qui prennent le travail des « vrais français ». Après l'échec des différents gouvernements dits de gauche qui ont également mené une politique libérale, tout comme la droite, avec la chute du mur et la fin de l'utopie socialiste (au sens commun et stalinien du terme) le FN avec son discours populiste qui se veut aller dans le sens des travailleurs et des travailleuses, rassemble inévitablement une masse croissante de mécontents-e-s. Rappelons qu'électoralement parlant, le FN est le premier parti de la classe ouvrière...

De la copie à l'original !

Passons maintenant à un autre facteur tout aussi décisif qui permet, grâce au gouvernement CRS (Chirac-Raffarin-Sarkozy), d'ancrer encore plus solidement les revendications fascistes. Comme je ne vais sûrement pas vous l'apprendre, le thème quasi unique des présidentielles fut celui de l'insécurité. Après avoir fait campagne sur ce sujet,

le gouvernement s'est donc « attaqué au problème ». Résultat : les jeunes sont des délinquants, surtout s'ils sont bronzés ; il y a trop d'étrangers donc on expulse (médiatement de préférence) les sans papiers et les demandeurs d'asile qui prennent le boulot des français ; la population a peur de sortir donc on multiplie la présence et les interventions policières ainsi que l'extension des droits aux sociétés de sécurité auxquelles on a recours de plus en plus fréquemment... Toutes ces angoisses des français sont relayées par la presse (notamment le porte parole du gouvernement, TFI), et il semblerait que malgré les mesures prises, la France a toujours peur. Le FN, depuis 30 ans, a toujours tenu ce discours d'une France envahie, et par les étrangers et par la délinquance, tout cela à cause des gouvernements trop laxistes... La psychose si savamment entretenue par la presse est à double tranchant : dans un sens elle légitime la politique du gouvernement qui veut toujours en faire plus dans les lois liberticides et la répression mais par ailleurs elle montre que la politique gouvernementale, malgré ses efforts, n'est pas suffisante. Le Pen, qui a toujours tenu ce discours mais en proposant des solutions plus radicales et qui devraient donc (suivant la logique TFI) être les bonnes, se voit donc inévitablement crédité d'intentions de vote toujours grandissantes.

Alors que nous allons de nouveau entamer une année électorale (régionales et européennes), le FN se porte toujours aussi bien (au niveau électoral tout du moins) et ce n'est pas le gouvernement CRS qui lui bararrera la route mais au contraire lui ouvre la voie. Soyons vigilant-e-s et ne les laissons pas faire, l'UMP comme le FN !

Maurice, [Lyon]

A quoi servent les licenciements ?

Depuis plus d'un an les licenciements se multiplient dans tous les secteurs. Le nombre d'entreprises qui licencient pour raison « économique » grossit chaque jour (Alstom, Flodur, Tati, Giat, ...). Ils sont de plus en plus violents, comme Flodur ou Métaeurop ou les employeurs ferment les portes de la boîte sans prévenir les salariés. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce ne sont pas les licenciements économiques qui font la majorité des licenciements, mais les licenciements pour fautes (graves ou lourdes). Les prud'hommes ne sont pas un réflexe pour beaucoup de salariés et ce type de licenciements est beaucoup plus avantageux pour un patron puisqu'il n'a rien à justifier et peut embaucher en contrats « aidés » juste après le licenciement (contrat jeunes en entreprise, contrat initiative emploi ou les employeurs reçoivent une prime souvent supérieur au montant des charges patronales pour l'embauche d'un jeune ou d'une personne de plus de 50 ans, ...). Sans compter les suppressions de postes (dans la fonction publique par exemple), les fins de contrats, ... c'est tous les jours des milliers de personnes qui vont s'inscrire aux ASSEDIC. Le nombre de chômeurs atteint les 10%, sachant que, là aussi, les chiffres sont faussés puisqu'on ne compte que les chômeurs de catégorie 1 (qui cherchent un emploi à temps plein, disponible tout de suite et qui n'ont pas travaillé plus de 71 h dans le mois) et que le système du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) permet aux ASSEDIC et à l'ANPE de radier n'importe qui n'ayant pas respecté le « contrat » signé avec les ASSEDIC (absence à une réunion, à un entretien, refus d'un emploi, d'un accompagnement par l'ANPE dans leur démarches...) ce qui fait évidemment baisser les chiffres.

Mais que fait le gouvernement ? Aucune mesure n'a jamais été prise contre les licen-

ciements, même par le gouvernement Jospin, et les suppressions de postes se multiplient (comme dans l'éducation nationale). Quelqu'un trouverait-il un intérêt à l'augmentation du chômage ?

En période de crise économique et de récession, le nombre de chômeurs augmente toujours, et les emplois proposés sont sous payés et précaires. En fait, le peu d'emploi proposé augmente la concurrence sur le marché du travail. Et augmenter la concurrence entre chômeurs, ça permet d'avoir une main d'œuvre qualifiée, expérimentée, et tout cela pour un moindre coût. Par exemple, les ouvriers hautement qualifiés dont le salaire peut parfois monter jusqu'à 16000 f ne se voient offrir que des salaires compris entre le smic et 8000 f, avec aucune possibilité de négociation étant donné le nombre de personnes qui pourrait prendre leur place. De même, les étudiants sortant de l'école ne peuvent pas prétendre à un emploi à la hauteur de leur qualification (« ils faut qu'ils fassent leurs preuves sur le terrain ! ») et donc un salaire à la hauteur de leur qualification. L'objectif pour le patronat ? Avoir une main d'œuvre malléable et corvéable à merci, et la crise économique et l'augmentation du chômage sont un des meilleurs moyens pour arriver.

Le chômage n'est pas prêt de diminuer et les emplois précaires non plus. Cette année va elle aussi être marquée par un grand nombre de licenciements et tous les jeunes doivent soutenir la lutte des salariés. D'autant plus que nous faisons partie des premières victimes des licenciements. Les seuls boulots que l'on nous propose sont des contrats jeunes en entreprise, des emplois jeune, du travail par intérim, des CDD... et que nous sommes obligés de les accepter à défaut d'autre chose !

Francine, [Nanterre]

Contre la double peine : mobilisation !

Une soixantaine de personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de Police de Metz Mercredi 10 Septembre pour venir soutenir Sinan Karakus victime de la double peine. Alors qu'il se présentait volontairement à la Préfecture de Moselle afin de régulariser sa situation, en faisant confiance à la justice, Sinan fut arrêté et conduit au centre de rétention, avant son expulsion vers la Turquie. Par ce rassemblement, les militants opposés à la double peine ont voulu montrer le peu d'intérêt qu'ont montré les instances préfectorales pour les arguments juridiques exposés qui validaient que Sinan rentrait bien dans le cadre de la nouvelle loi sur la double peine. De plus, ce rassemblement marquait notre opposition à la double peine qui constitue une loi discriminatoire et raciste et qui détruit des familles entières.

Revenons sur cette nouvelle loi adoptée par les députés le 9 Juillet, cette loi institue 4 catégories d'étrangers protégés : les étrangers nés ou entrés en France avant l'âge de 13 ans, les conjoints de Français ou de résidents, les parents d'enfants français et ceux résidant en France depuis plus de 20 ans. En sont exclus les auteurs d'actes de terrorisme ou d'atteintes aux intérêts fondamentaux de l'Etat ainsi que les actes d'incitation à la haine et à la discrimination. Les mesures d'expulsion seront réexaminées tous les 5 ans. Cette loi pointe de nets reculs et notamment la distinction faite entre personnes mariées et non mariées car les personnes mariées avec enfants rentrent dans une

des 4 catégories protégées. De plus, l'assignation à résidence est privilégiée donc c'est un recul considérable car elle n'est pas limitée dans la durée et peut durer toute une vie.

Avec cette loi Sinan rentre bien dans une des 4 catégories dorénavant protégées car il vit en France depuis plus de 20 ans. Face à la Préfecture, une erreur s'est soldée sur l'âge de Sinan. L'investissement des militants du collectif a permis d'apporter la preuve que Sinan est bien rentré avant l'âge de 13 ans puisqu'il est né en 1968 c'est ce qui a permis sa libération. Cela montre bien la force du collectif et que la mobilisation paye. A la suite de ces mobilisations Sinan a pu obtenir une assignation à résidence, il va pouvoir enfin sortir de cette situation de banni, Sinan a construit toute sa vie en France aux côtés de ses parents et de ses frères et sœurs. Ces derniers sont tous français, son père vit et travaille en France depuis plus de 30 ans. Tout le reste de sa famille vit en Allemagne. Sinan avait purgé sa peine de prison dès 1995 mais on le condamne au bannissement pour un autre délit celui d'être étranger. Finalement le reproche que fait la Préfecture à Sinan c'est qu'il n'a pas choisi de vivre en couple et d'avoir des enfants dans la clandestinité.

L'abolition totale et définitive de cette loi discriminatoire et raciste reste la priorité du collectif et nous continuerons avec détermination ce combat car c'est ensemble que nous pouvons gagner.

Sandra, [Metz]

Ecologie

La France a décidé de « s'ouvrir » sur le marché des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). Pourtant, les OGM sont un véritable danger, écologique et économique :

- la consommation de ces produits peut entraîner de nouvelles allergies ou réactions immunitaires. Le pire est que, en dessous de 1% d'ingrédients génétiquement modifiés, ceux-ci n'apparaissent pas sur l'étiquette... Imaginez un pays où, subitement, se déclenchent des milliers d'allergies d'origines inconnues !
- les gènes injectés dans les plantes modifiées peuvent se transmettre à d'autres plantes (par pollinisation...), ou pire, à des bactéries ou des insectes en contact avec elles. Personne ne peut assurer que ces gènes ne peuvent pas se transmettre à l'Homme...
- d'après les fabricants de semences transgéniques (Monsanto, Bayer, Syngenta...), celles-ci seraient économiques car, étant plus résistantes, elles nécessiteraient moins de pesticides... Ces menteurs fabriquent en fait des semences qui résistent à leurs pesticides. On peut donc les utiliser en plus grande quantité sans craindre de détruire la culture (à condition

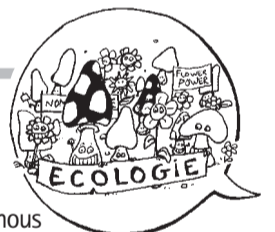
d'acheter le produit chez le fabricant des semences...).

- un agriculteur qui utilise des OGM n'a pas le droit de semer de nouvelles cultures à partir de sa récolte. Il doit racheter chaque année ses semences aux escrocs déjà cités. Donc ces voleurs espèrent en fait acquérir le monopole des semences et des pesticides.
- Monsanto Et co. font leur pub en annonçant : « Grâce aux OGM, on pourra produire des cultures qui résistent aux conditions climatiques difficiles afin de nourrir les populations les plus démunies comme en Afrique ». Or, même si elles ont les moyens de développer ce genre de plantes modifiées, ces multinationales capitalistes ne le font pas : elles préfèrent investir dans des pesticides et vendre dans les pays riches où le marché est juteux, plutôt que de faire de l'humanitaire qui ne rapporte pas un sou... Nous sommes dans un monde capitaliste ! Tout ce que ces truands ont fait dans les pays pauvres, c'est de rendre des agriculteurs entièrement dépendants ; leurs récoltes ne leur fournissent plus aucune autonomie, ce qui ne fait qu'aggraver la faim et les

pénuries...

Pour toutes ces raisons, nous devons refuser le développement de cultures transgéniques ! Nous ne contestons pas l'utilisation d'OGM à des fins thérapeutiques (vaccins, insuline...), mais les employer dans l'agriculture c'est un terrible danger qui menace tout l'écosystème ! Les moyens d'agir contre les OGM sont très restreints : Nous ne pouvons pas savoir avec certitude quels produits en contiennent, et nous n'avons jamais ni l'occasion ni la possibilité de nous exprimer sur ce sujet. Nous sommes donc tributaires des choix politiques du gouvernement et économiques des multinationales. Celles et ceux qui, sont sortis du cadre de la loi en s'en prenant à des plantations d'OGM ont imposé le débat sur la place publique. C'est bien cela qui a valu à José Bové un nouveau séjour en prison... Plus nous serons nombreux à nous associer à ces actions, plus il sera difficile au pouvoir de réprimer !

Correspondant, [Louviers]





Auto-organisation dans les lycées

Création de l'Association pour la Démocratie dans les lycées de l'Eure (ADLEURE)

L'an dernier, nous avons été nombreux à manifester aux côtés des enseignants et des agents pour obtenir un changement de politique éducative de la part du gouvernement... A cette rentrée, il manque 20 000 postes par rapport à l'an dernier. Des dizaines de milliers d'emplois jeunes et de surveillants ont été licenciés ou obligés d'accepter un statut au rabais, précaire et sous payé. Les conditions de travail des élèves et des personnels sont, une nouvelle fois, sacrifiées. Contre leur gré, les 90 000 ouvriers et agents de l'éducation seront transférés aux régions en 2005. Les luttes de l'an passé n'auront donc pas permis de faire reculer le gouvernement. Mais nous ne baissons pas les bras !

Notre bilan

L'an dernier, les délégué-e-s du CA et du CVL ont démissionné en février, car leurs propositions au CVL ont toujours été rejetées : ouvrir une salle d'étude pour les élèves arrivant à 7h30, installer un panneau d'affichage, permettre aux élèves et aux délégués de se réunir régulièrement dans une salle sans surveillance...

Nous avons tenu un rassemblement dans la cour le jour du déclenchement de la guerre en Irak, puis manifesté.

Sur plusieurs lycées, nous avons créé l'ADLEURE pour nous sentir réellement représenté-e-s, organiser des débats sur les problèmes de société, en respectant le pluralisme.

Tou-te-s les lycéen-ne-s peuvent y participer, et adhérer pour 2 euros l'année.

Prenons nos affaires en main !

Nous proposons à tous ceux qui le souhaitent de défendre tout ou partie de la plate-forme suivante :

1. Déblocage de moyens pour l'embauche massive de personnels (Agents, infirmières, assistantes sociales, conseillers d'éducation, éducateurs) au statut non-précaire et de profs titulaires ayant reçu une formation pédagogique. Nous ne voulons plus de bâtiments délabrés et des équipements absents ou obsolètes.

2. Diminution du nombre d'élèves par classe pour offrir à tou-te-s un enseignement de qualité.

3. Les inégalités sociales ne cessant d'augmenter, le chômage et la précarité touchant de plus en plus de monde, le système devrait offrir à tous les mêmes chances de réussite. Nous refusons l'idée de filières poubelles ou de lycées poubelles.

4. Nous voulons être considérés comme des acteurs de la vie au lycée, en particulier en ce qui concerne les foyers lycéens, les conseils de vie lycéenne et les droits de réunion, d'affichage, de publication.

5. Nous sommes pour l'égalité entre lycéen-ne-s, c'est pourquoi nous refusons toutes les discriminations à caractère raciste, sexiste ou homophobe au sein des lycées comme dans l'obtention des stages.

6. Parce que le lycée doit être ouvert sur le reste de la société, nous nous engageons également à porter dans les lycées les valeurs de solidarité et de soutien aux luttes progressistes qui nous entourent.

SOYONS AUX COTES DE CEUX QUI SONT EN LUTTE !!!

Contact : 06.03.68.53.12. ou adleure@caraimail.com

« J'e n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillason. » Rebecca West.¹

La prostitution libre est un mythe :

A l'occasion et face au renforcement de la criminalisation des prostituées par Nicolas Sarkozy, certains et certaines ont relancé l'idée d'une reconnaissance de la prostitution comme métier à part entière, allant jusqu'à affirmer que l'on pouvait se prostituer librement. Or, rien n'est plus faux : les prostituées sont victimes de la misère économique et psychologique. Les prostituées appartiennent en très grande majorité à des milieux défavorisés et deviennent en se prostituant, doublement défavorisées puisqu'elles restent pauvres et deviennent victimes de fréquentes agressions. Les origines économiques de la prostitution sont un chômage plus fréquent, des salaires moins élevés et des emplois moins qualifiés chez les femmes. De même la plupart des études sur la prostitution montrent que les prostituées ont été victimes de violences sexuelles dans leur passé.

Quant à celles et ceux qui disent que l'on peut se prostituer librement voire même par plaisir, ils et elles « oublient que celles qui l'avaient assuré, comme la célèbre Ulla, au milieu des années 70, avouent aujourd'hui avoir menti pour « corporatiser la profession ». « Comment avez-vous pu nous croire ? », demandent-elles, accablées par tant

A Rennes comme ailleurs, la fac n'est pas un cadre exempt de son lot d'homophobie. La rentrée sera donc encore une fois l'occasion de relancer l'activité militante sur les questions Lesbienne, Gay, Bi et Trans. Ainsi depuis quelques années, l'asso étudiante Commune Vision (membre du réseau moules-frites), tente de réunir les LGBT et les hétéros qui le souhaitent, autour de trois objectifs : accueil, visibilité et prévention.

Car la première mission de Commune Vision c'est d'être un lieu de socialisation pour les LGBT qui débarquent à la fac, pour qui souvent c'est la première rencontre du troisième « type ». Pour assurer la visibilité LGBT l'asso dispose d'une émission sur Radio Campus Rennes : laissons les sexes primer et tient des tables de pres-

d'ignorance. Aucune femme, sauf goût particulier de certains rapports sexuels, ne fait librement commerce de son corps... N'accepte d'être réifiée, consommable, objet entre les objets. »²

La pornographie est sexiste et réactionnaire :

Cette question se pose aussi en matière de pornographie : la libération sexuelle est en contradiction avec la pornographie, ce qui n'empêche pas que les mesures d'interdiction de la pornographie des gouvernements réactionnaires sont hypocrites. Les actrices de porno connaissent les mêmes problèmes économiques et psychologiques que les prostituées. Car il faut bien connaître la précarité sociale et financière et manquer d'estime et de respect pour soi (résultat de diverses formes d'abus, le plus souvent sexuels) pour accepter de se faire baiser par des mecs dont on n'a pas envie (voire qui vous dégoûte) dans des positions souvent humiliantes (éjaculation faciale par exemple) tout en étant filmée, et ensuite regardée par des milliers de personnes³.

Quant à l'image véhiculée dans les films pornos, il faut rappeler qu'elle est en complète contradiction avec la libération sexuelle, c'est à dire le droit au plaisir de la femme. La femme dans les films pornos ne s'appartient pas, elle s'offre, toujours disponible ou en manque, disparaît dans le besoin d'autrui (l'homme). Corps réceptacle, a priori conquis, corps morcelé, battu, utilisé, manipulé, accessoire masculin, en attente exclusive du phallus, corps à dominer, à soumettre. Un des thèmes dominants est le désir secret d'être forcée de se soumettre,

se hebdomadaires à Rennes 2.

De plus quelques membres de CV ont réalisé cette année un petit documentaire sur les sexualités avec et en direction des lycéens, dans le but d'en faire un matériel pédagogique pour les profs.

Comme dans toutes assos née depuis les années 80, Commune Vision a intégré la lutte contre le SIDA et les IST (infections sexuellement transmissibles) dans ses priorités, c'est d'autant plus important qu'elle répond à un réel problème de Rennes 2 ; l'absence totale de tout distributeur de préservatifs sur le campus et ce malgré le lancement d'une pétition par les militants de CV. Tous les ans CV distribue donc plusieurs milliers de préservatifs, notamment à la St Valentin où une farandole de coeurs aux couleurs du rainbow a

de dire non mais penser oui, et pourquoi pas de se faire violer⁴... La majorité masculine qui regarde ces films apprend que pour faire jouir une femme, il faut n'écouter que son instinct, sa propre volonté.

L'homme libéré ne va pas aux putes et ne se masturbe pas devant un film porno. Pourtant, la dénonciation de la prostitution et de la pornographie est présentée comme une forme de puritanisme qui réprimerait le droit au plaisir de l'homme, ses pulsions souveraines⁵. Et le droit au plaisir des femmes dans tout ça ? Les féministes contre le porno et la prostitution ne considèrent pas l'homme comme un ennemi à abattre. Au contraire, l'ennemi à abattre, c'est le formatage machiste de la sexualité, dans lequel l'homme apprend à ne pas se soucier du plaisir sexuel de son partenaire. La révolution sexuelle est loin d'être terminée.

Thomas, [Dunkerque]

1 Citée dans 'Backlash', Susan Faludi, p.30, éd. Des Femmes
2 Le « complot » féministe, Gisèle Halimi, Le Monde Diplomatique, Août 2003
3 Pornographie : victimes, quoiqu'elles disent, Alix, 22 mai 2003, <http://chiennesdegarde.org/>
4 A propos de la pornographie, Marie Victoire Louis, 1986, www.marievictoirelouis.net
5 « L'homme n'est pas l'ennemi à abattre », Elizabeth Badinter, L'express, 24 avril 2003



prodigé cette année mots d'amour, capotes et fémidons (préservatif féminin) dans le campus et les amphis.

CV c'est aussi un lieu d'échange pour les militants, avec la tenue de débats internes sur par exemple l'existence d'une culture gay ou la biphobie. Mais au-delà de ces trois points, ce type d'assos pallie le manque de prise en compte des questions LGBT par les syndicats, qu'il soient étudiants ou non, comme le prouve la création dans de grandes entreprises d'assos comme les Affranchi(e)s à la Poste, C. gay à Canal plus ou Gare à la SNCF.

Correspondant, [Rennes]



Ernesto « Che » Guevara

Emesto Guevara de la Serna naît le 14 juin 1928, à Rosario (Argentine), dans une famille de la petite bourgeoisie progressiste, qui possède quelques terres. Après avoir entamé des études de médecine, il se lance dans une errance beatnik et fait le tour de l'Argentine à vélo, puis le tour de l'Amérique Latine. Ces voyages lui ouvrent les yeux sur la misère qui règne sur ce continent.

En 1953, il assiste à une insurrection réprimée en Bolivie. Sa prise de conscience de classe et ses idées révolutionnaires prennent forme au Guatemala, lorsqu'il assiste au renversement du président Jacobo Arbenz (socialiste) par la CIA et l'United Fruit Company (compagnie agricole). L'Amérique Latine est déjà l'époque et depuis le XIXème siècle (Doctrine Monroe en 1823), la chasse gardée des Etats - Unis.

Guevara se rend ensuite au Mexique, où, par l'intermédiaire de sa première femme, la communiste Hilda Gadea, il fait la connaissance de Fidel Castro, qui vient de sortir de prison après l'attaque de la Moncada, à Cuba, le 26 juillet 1953. De 1953 à 1956, ils préparent ensemble un débarquement à Cuba, afin d'y combattre la dictature de Batista. Le débarquement du Che, de Fidel et de 80 hommes a lieu le 2 décembre 1956. Complètement isolés, affamés et pourchassés par les hommes de Batista, ils se réfugient dans la Sierra Maestra (massif montagneux), d'où ils vont développer et mener une guérilla, coordonnée avec des mouvements de résistance urbains, et qui viendra à bout de la dictature début janvier 1959, date à laquelle les guerrilleros victorieux font leur entrée à La Havane. Le Che devient ministre de l'industrie et participe pleinement au processus révolutionnaire (nationalisations, expropriations, démantèlement des institutions de la dictature,



alphabétisation ...), poste qu'il occupera jusqu'en 1965.

En 1965, il prononce un discours à Alger, dans lequel il dénonce la politique impérialiste et colonialiste de l'URSS, ce qui lui vaut d'être écarté définitivement par le régime cubain inféodé à Moscou. Il décide de partir au Congo en avril 65 pour y allumer un foyer de guérilla, accompagné d'un contingent de guerrilleros afro - cubains. C'est un échec total.

Après le Congo, il se rend en Tanzanie, où il réponds par le refus à une demande de Castro de revenir à Cuba. Lors d'un séjour à Prague, il a l'idée d'une guérilla en Bolivie. Il accepte de retourner à Cuba pour y organiser la guérilla, avec l'aide du régime cubain et du PCB (Parti Communiste Bolivien). Mal préparée, peu armée, trahie par le PC Bolivien et lâchée par Cuba, sans soutien de la population locale, la rébellion tourne au désastre. Le 9 octobre 1967, Guevara est capturé par l'armée bolivienne au cours d'une embuscade et fusillé sans procès.

Le Che, une certaine idée du marxisme :

L'affirmation marxiste révolutionnaire du Che naît au travers de son expérience au Guatemala et grâce à ses nombreuses lectures : Lénine, Marx, Trotski, Sartre... Sa doctrine comporte trois points essentiels qui sont :

- la théorie de l'homme nouveau
- la guérilla
- 1, 2, 3, beaucoup de Vietnam

L'homme nouveau :

Cette théorie développe l'idée que pour

libérer l'homme de ses chaînes et en arriver au socialisme, il est nécessaire de perdre tous les défauts dus au capitalisme : l'individualisme, la cupidité, l'égoïsme

L'auto - éducation des masses est parallèle au chemin politique menant au socialisme. Une part de sacrifice personnel est nécessaire à la construction de la nouvelle société et l'on reçoit en échange de ce sacrifice une récompense morale, ainsi qu'une récompense matérielle minimale et de nature sociale.

On peut remarquer que cette théorie, le Che ne se contentait pas de la prêcher pour les autres mais se l'appliquait à lui-même.

La guérilla :

Le principe de la guérilla consiste à appliquer la guerre révolutionnaire à ce continent « sous-développé » et essentiellement rural qu'est l'Amérique Latine. Il s'agit de développer des insurrections dans la paysannerie, en coordination avec la ville et les ouvriers. La guérilla peut et doit permettre de déclencher, en lien avec les organisations ouvrières, une grève générale, et d'aboutir ainsi à une insurrection révolutionnaire. On peut donc dire qu'il s'agit d'une application du principe marxiste révolutionnaire de lutte des classes, adapté au contexte particulier du Tiers - Monde.

1, 2, 3, beaucoup de Vietnams :

Cette phrase célèbre traduit l'internationalisme de Guevara. Sa volonté est de développer une guérilla dans chaque pays opprimé, afin de diviser les armées impérialistes. Cette idée est équivalente à la théorie de la révolution permanente.

Internationalisme et guerre de guérilla constituent la théorie des « focos » (foyers en espagnol).

Ernesto, Yoann, [Nanterre]



Du sang dans ta Playstation !

Le Colombo-tantalite, cela ne vous dit rien ? C'est pourtant un minéral indispensable à la construction des micro processeurs électroniques, qui servent par exemple pour les playstation. Sans Colombo-tantalite, impossible de s'éclater sur « Bubble Bubble ». Or une des sources principales du Colombo tantalite, c'est le Congo Kinshasa (ex-Zaïre), en plein centre de l'Afrique. Mais, heureusement, les Etats occidentaux veillent au contrôle du pillage des matières premières de ces pays. L'Etat Français a ainsi dépensé plusieurs millions cet été pour financer une opération militaire en Ituri, dans le nord du Congo. Et, dans cette région, un gisement de pétrole vient aussi d'être découvert, mais il n'y a aucun rapport évidemment....

Pour mieux comprendre les conséquences de la mondialisation impérialiste, comment la recherche du profit maximum détruit des pays et des peuples entiers, il est indispensable de lire le dernier livre de Colette Braeckman, *Les Nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique centrale*. L'Afrique est souvent décrit comme un continent « à la dérive », « qui s'enfoncé dans la misère », « en retard » sur les pays capitalistes dits « développés ». Mais, à travers une analyse concrète, Braeckman montre combien le continent africain est parfaitement



intégré dans tous les circuits économiques et politiques de la mondialisation capitalistes. Les puissances impérialistes se pré-occupent de plus en plus de l'Afrique, et surtout de ses immenses richesses naturelles... Une des thèses de l'auteur, c'est qu'il y a une rupture depuis le 11 septembre 2001, et qu'il y a eu une accélération des rivalités entre les grandes puissances en particulier entre la France et les Etats-Unis, pour le contrôle des sources de profits. La préparation de la guerre contre l'Irak, à partir du dernier trimestre 2002 a nécessité de faire une « pause » sur le front africain, mais le G8 d'Evian a marqué une reprise des rivalités entre les grandes puissances. On se souvient de la petite phrase de Gorges Bush « Je m'intéresse beaucoup à l'Afrique ». Derrière les déclarations de bonnes intentions des politiciens, il y a les appétits de profits des multinationales les plus féroces, comme l'américain Bechtel (qu'on retrouve aussi en Irak) ou TotalFinaElf (idem).

Le livre permet aussi de casser un certain nombre de préjugés sur la situation des pays d'Afrique. Colette Braeckman s'attaque à l'idée que les Etats seraient « en faillite », et qu'il n'y aurait qu'un chaos incompréhensible. Au contraire les guerres et les catastrophes humanitaires ont à chaque fois le produits d'interventions directes des Etats pour s'approprier les ressources de matières premières. De même, elle explique de façon très concrète la formation des « bandes armées », souvent composées d'enfants soldats. Il n'y a là dedans aucune tradition tribale, ni guerre ethnique ancestrale. Toute force armée repose sur l'embrigadement d'une partie de la population à qui on désigne « un ennemi, un but, un avenir » et l'idée que cela permettra de sortir de la misère. Ce qui permet cela, c'est la présence d'officiers rwandais, ougandais, souvent soutenus par des puissances impérialistes occidentales, qui fournissent les armes, et les finances pour organiser ces bandes. Celles-ci s'autonomisent et finissent toujours par vivre sur le dos de la population, par des pillages. Cela s'accompagne d'une croissance forte des sentiments religieux, des sectes obscurantistes, faute

d'autres perspectives. Colette Braeckman décrit peu les luttes sociales du continent africain, qui sont pourtant nombreuses. Mais elle mentionne quand même, la formidable résistance des femmes du Congo, qui sont les premières victimes du pillage impérialiste. Les femmes de Kisangani ont notamment organisé une marche de protestation contre les soldats de l'ONU, dont la présence entraîne essentiellement un développement des réseaux de prostitution et du commerce de femmes.

Ce livre est un outil indispensable pour tous ceux qui veulent combattre la mondialisation impérialiste, et en particulier le rôle de l'Etat français là-dedans.

François, [Rouen]

• Colette Braeckman, *Les Nouveaux Prédateurs, politique des puissances en Afrique centrale*, Edition Fayard, 19 euros.

n° 38

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

oct 2003

Jeunes communistes révolutionnaires

1€



**Précarité, répression,
casse de
l'éducation...**

© Joël F. Volson

**Stoppons le
gouvernement CRS**